

COMMUNAUTE EUROPEENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER
ASSEMBLEE COMMUNE
DIVISION ETUDES, INFORMATION ET DOCUMENTATION

Informations mensuelles

LES DÉBATS PARLEMENTAIRES POUR LA
RATIFICATION DES TRAITÉS DE ROME

1ère PARTIE

Numéro spécial décembre 1957

COMMUNAUTE EUROPEENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER
ASSEMBLEE COMMUNE
DIVISION ETUDES, INFORMATION ET DOCUMENTATION

Informations mensuelles

LES DÉBATS PARLEMENTAIRES POUR LA
RATIFICATION DES TRAITÉS DE ROME

1^{ère} PARTIE

Numéro spécial décembre 1957

SOMMAIRE

I.- MARCHE COMMUN

A.- Introduction	7
B.- Position des groupes politiques .	9
C.- Agriculture	24
D.- Territoires et départements d'outre-mer	33
E.- Problèmes sociaux	43
F.- Union douanière - Tarif extérieur commun	49
G.- Politique économique commune	53
H.- Institutions	56
I.- Zone de libre échange	73
J.- Réunification de l'Allemagne	77
K.- Divers	80
L.- Résolutions - Motions	89

II.- EURATOM

A.- Allemagne	97
B.- France	98

Le présent numéro des "Informations mensuelles" est consacré aux débats de ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie nucléaire qui ont eu lieu en Allemagne, en France et en Italie.

Pour des raisons techniques, l'analyse des débats en Belgique, au Luxembourg et aux Pays-Bas paraîtra dans le prochain numéro des "Informations mensuelles" daté de janvier 1958.

I
MARCHE COMMUN

A. INTRODUCTION

ALLEMAGNE

Le Bundestag a été le premier des parlements des parties contractantes à ratifier, le 5 juillet 1957, les traités instituant la Communauté européenne et l'Euratom. Après cinq heures de débats, le projet de loi fut adopté à une grande majorité par le groupe démocrate-chrétien (CDU/CSU), le groupe socialiste (SPD) et le groupe libéral (DP/FVP). Le groupe démocratique (FDP) et le groupe des réfugiés (GB/BHE) ont voté contre.

Le 19 juillet 1957, le Bundesrat a adopté la loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique en date du 25 mars 1957.

FRANCE

Les débats de ratification des traités à l'Assemblée Nationale Française se sont trouvés facilités par l'existence d'ordres du jour adoptés en conclusion de débats de pré-ratification, le 12 juillet 1956 pour l'Euratom, le 22 janvier 1957 pour le Marché commun.

Une première question a dès lors dominé les débats de ratification : dans quelle mesure les traités apporteront-ils les garanties demandées par le Parlement français ?

La seconde question était : comment l'économie française peut-elle être préparée à affronter le Marché commun ?

De nombreux orateurs ont insisté sur la nécessité, pour les personnes qui seront chargées d'appliquer les traités, de tenir compte des idées exprimées au cours du débat.

Un parlementaire a indiqué à cet égard que l'Assemblée Commune de la C.E.C.A. se reportait souvent aux débats de ratification du Plan Schuman pour éclairer son action.

De nombreuses interventions ont fait référence aux résultats acquis par la C.E.C.A., tant à l'appui qu'à l'encontre des nouveaux traités.

Le Conseil de la République a adopté, le 23 juillet 1957, le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les traités de Communauté économique européenne et d'Euratom, ainsi que la Convention relative aux institutions communes, par 219 voix contre 68, à l'issue de trois séances de discussion.

ITALIE

La discussion sur la Communauté économique européenne et sur l'Euratom, commencée le 18 juillet 1957 à la Chambre des députés, s'est terminée le 30, par le vote de la loi de ratification avec 311 oui, 144 non et 54 abstentions. Se sont abstenus les députés du parti socialiste italien, lesquels par contre, s'étaient prononcés favorablement sur l'article 1er de la loi de ratification concernant l'Euratom et votée par division.

La discussion des traités de Rome au Sénat, du 1er au 9 octobre, a provoqué les mêmes regroupements qu'à la Chambre et l'attitude des groupes au moment du vote a été la même de part et d'autre. A l'extrême gauche, les communistes se sont cantonnés seuls dans l'opposition. Les socialistes se sont abstenus après avoir pour ainsi dire épuisé la gamme des nuances d'interprétation de leur abstention. Les autres groupes ont voté les traités.

B. POSITION DES GROUPES POLITIQUES

ALLEMAGNE

Bundestag

M. FURLER, démocrate-chrétien (CDU/CSU), parlant au nom de son groupe, ouvre le débat. L'institution des deux Communautés est un événement de la plus haute importance. Les traités ont des lacunes, mais l'essentiel, c'est qu'ils ouvrent de nouvelles possibilités et surtout qu'ils soient irrévocables. Il est certain que ce vaste marché commun contribuera forcément à accroître la production et à élever le niveau de vie. Ce serait un raisonnement à courte vue que d'en empêcher la constitution à cause de divergences qui se sont manifestées dans les opinions, à propos de l'harmonisation par exemple, ou de l'agriculture, ou du statut spécial de la France ou des territoires d'outre-mer. Ce sont précisément les compromis auxquels on a abouti sur ces points qui sont le gage du développement de l'ensemble. Tout dépend désormais de l'esprit de collaboration qu'on apportera à atteindre définitivement les grands objectifs que l'on s'est fixés.

L'approbation des socialistes (SPD) est motivée par cinq points sur lesquels la politique européenne sera en progrès. C'est ce qu'explique M. DEIST, au nom du groupe :

1. La volonté d'établir une coopération économique européenne est dégagée de tout contexte impérialiste et militaire;

2. La voie dans laquelle l'organisation européenne est engagée doit conduire par étapes à l'unité économique en passant par l'unité douanière;

3. Les limites de l'intégration partielle, réservée à certaines industries, sont supprimées et la collaboration s'instaure en fonction de l'économie générale;

4. On s'efforce de constituer une zone de libre échange;

5. Le Traité n'oppose pas d'obstacles majeurs à la réunification allemande.

M. MELLIES ajoute que le Traité contient cependant aussi certains défauts qui l'exposent à la critique. Le parti socialiste considère le Traité comme un point de départ. Les socialistes contribueront à ce que l'oeuvre dont il est le fondement et qui importe tellement pour l'avenir de l'Europe s'accomplisse dans un esprit pacifique, social et démocratique.

M. EILBRÄCHTER, libéral (DP-VP), déclare que les Traités mettent fin à mille ans de politique européenne de querelles et d'antagonismes. C'est précisément aux Allemands qu'il appartient de donner vie aux Traités. Le parti allemand (DP) pourrait formuler certaines objections, mais il les retire, car ce serait une erreur de ne pas vouloir franchir le premier pas parce qu'on ne peut tout faire d'emblée. Le groupe libéral votera les Traités parce qu'ils expriment le devoir qui incombe à notre temps.

M. MARGULIES, démocrate libre (FDP), justifie l'opposition de son groupe. Les Traités ne contribuent pas à faire l'unité de l'Europe. Ils provoqueront la scission de l'Europe et du marché mondial. Le groupe critique également les dispositions applicables aux territoires d'outre-mer et au contrôle parlementaire. Les Traités auront une répercussion néfaste sur la réunification allemande.

Les réfugiés (GB/BHE) rejettent la Communauté économique. Ils approuvent l'Euratom. La Communauté économique n'est qu'une solution à l'échelle de la petite Europe; elle rend difficile, sinon impossible, le développement de tous les pays d'Europe y compris ceux du bloc oriental. C'est ainsi que M. STEGNER a justifié l'opposition des réfugiés (GB/BHE).

FRANCE

Assemblée Nationale

Les Traités n'ont été adoptés par l'Assemblée Nationale qu'après décision de celle-ci d'y ajouter deux textes complémentaires mettant certaines obligations à la charge du Gouvernement français.

Aux termes de la première de ces dispositions additionnelles, "le Gouvernement devra présenter annuellement au Parlement, en vue de son approbation, un compte rendu de l'application du traité de la Communauté économique européenne et des mesures économiques, fiscales et sociales intervenues dans la Communauté, en exposant les mesures qu'il a prises ou qu'il entend prendre pour faciliter l'adaptation des activités aux nouvelles conditions du marché :

La seconde disposition met à la charge du Gouvernement le dépôt sur le Bureau de l'Assemblée Nationale "avant la présentation du budget de l'exercice 1958 un ou plusieurs projets de loi-cadre définissant un ensemble de mesures permettant à la France d'entrer dans les meilleures conditions dans le Marché commun".

Les divers groupes politiques de l'Assemblée Nationale ont donné à leur vote de ratification les significations suivantes :

a) Les partisans des Traités

Pour le Mouvement républicain populaire, l'essentiel des traités est l'esprit communautaire. Le fait nouveau dans la coopération européenne, c'est le besoin et le souci d'une action concertée, la marche vers un alignement de la politique économique des six pays sur l'intérêt commun, la substitution du sentiment de solidarité au sentiment de rivalité, le profit des uns devant être le profit de tous.

Pour les indépendants paysans d'action sociale, la non-ratification entraînerait indirectement l'abandon de l'Europe par les Etats-Unis. Les mesures qui s'imposent à la France : lutte contre l'inflation des dépenses publiques, diminution de la consommation intérieure et accroissement des exportations, arrêt de la course "salaires et prix", doivent être prises avec ou sans marché commun. Ce dernier évitera les erreurs passées puisque, partant du principe que l'erreur de l'un nuirait à tous les autres, il prévoit la consultation, le contrôle et l'entr'aide des six partenaires.

Aux yeux du groupe Union démocratique et socialiste de la Résistance - Rassemblement démocratique africain, la ratification ne représente que la première étape vers la fédération des démocraties européennes et la fédération eurafricaine. Si aucune solution n'est aujourd'hui possible dans le cadre purement national, les Traités ne dispensent pas pour autant la France des efforts indispensables à son redressement.

Les Traités ouvrent la voie à des relations plus larges entre l'Europe et l'Afrique tout en reconnaissant la solidarité de l'Union française. Les institutions qu'ils créent, dont il faut regretter les pouvoirs limités - et où devront figurer des représentants des territoires d'outre-mer - auront un rôle capital à jouer. D'où l'importance des hommes qui y siégeront.

Quant à la zone de libre échange, les inconvénients et les avantages devront être soigneusement posés avant de l'établir.

Pour les radicaux favorables aux Traités, le but du Marché commun est louable : amélioration du niveau de vie par l'expansion économique et l'accroissement de la productivité en faisant tomber les frontières et en réalisant une bonne répartition internationale du travail. Pareille conception est révolutionnaire en France où, jusque là, les frontières étaient la garantie du progrès économique et social. La France aura donc de nombreux efforts à faire pour s'adapter.

Les socialistes, en soulignant également les efforts d'adaptation considérables à faire par la France dans un délai extrêmement court, ratifient les Traités pour deux raisons essentielles:

Ceux-ci visent à l'organisation de vastes ensembles économiques débordant le cadre traditionnel devenu trop étroit dans le monde d'aujourd'hui, donc constituent une étape vers ce but, qu'est l'unité du monde.

Ils tendent à l'élimination de certaines causes de conflit entre les nations européennes, en particulier par une amélioration des relations franco-allemandes, et ils doivent conduire à une consolidation de la paix.

Les Traités permettent aussi l'accession à une civilisation plus élevée, avec élévation du niveau de vie, relations plus humaines entre patrons et ouvriers, traduction du progrès intellectuel en progrès économique et social. En bref, les Traités apporteront la liberté humaine, qui est d'abord la liberté économique.

b) Les adversaires des Traités

Pour les communistes, l'Europe des Six conduit infailliblement à la domination des trusts germano-américains, au chômage et à la déportation des masses laborieuses, à l'abaissement du niveau de vie des travailleurs, à l'augmentation de la tension internationale, à la décadence de la France.

Ils recommandent une solution de rechange, celle inspirée des propositions soviétiques de coopération entre tous les pays d'Europe sans exception, dans le respect et l'indépendance de chacun.

Les progressistes estiment que le Marché commun ne constitue pas le meilleur moyen d'atteindre le but visé, qui est la modernisation de l'économie française.

Le Marché commun est inutile parce que l'Europe ne peut demeurer à l'écart du commerce international. Il est dangereux, car il peut conduire à un cloisonnement du monde et il favorisera les ententes industrielles dont on sait les fâcheux effets sur les prix. Il est inopportun pour la France en raison de la guerre d'Algérie et du déséquilibre de sa balance des paiements.

Pour le groupe d'Union et Fraternité française, l'inévitable développement de la politique commune de conjoncture équivaudra à la mainmise par les technocrates sur l'économie, l'évolution et l'avenir de chacun des six pays. De plus, le Rhin deviendra le grand pôle de développement de la Communauté.

Pour certains radicaux et radicaux socialistes, il convient de dire oui à l'Europe mais non aux Traités, qui sont mauvais.

Les charges résultant de l'augmentation des contingents d'importation, soit par désarmement douanier des contingents globaux, soit par élargissement des petits contingents entraîneraient un déficit supplémentaire pour la France. Celle-ci verrait également porter atteinte à sa souveraineté par l'existence d'une politique commerciale communautaire.

Le traité de Marché commun ne prévoit pas l'établissement d'un taux de change flexible, qui seul, peut-être, aurait permis de rétablir l'équilibre de la balance des comptes entre pays membres.

Si les objectifs visés par le Marché commun sont bons, les risques inhérents au Traité sont trop grands pour la France dans sa situation actuelle. Une solution de rechange existe, la zone de libre échange.

Pour d'autres radicaux et radicaux socialistes, le traité de Communauté économique européenne représente un compromis entre la tendance

libéralisme-capitalisme et la tendance dirigisme-socialisme. D'où l'opposition à attendre entre deux groupes chez les Six, avec risque de voir l'influence prépondérante des thèses du libéralisme économique mettre en péril les structures, les aspirations et même les conceptions de progrès et de développement de l'économie de la France, dans laquelle l'expansion économique est orientée dans le cadre régional.

Les moyens prévus par le Traité pour remplacer la protection douanière par l'assistance financière sont insuffisants. Les garanties qu'il donne à l'agriculture française ne sont ni insuffisantes, ni efficaces. La main-d'oeuvre française qualifiée ira vers les zones de hauts salaires du Rhin et sera remplacée par une main-d'oeuvre étrangère non qualifiée, d'où baisse du niveau de vie en France.

Quant aux territoires d'outre-mer, l'absence de parallélisme entre l'aide financière de la Communauté et l'ouverture des marchés ne s'explique pas.

Solution de rechange proposée : pendant cinq ans, les conditions d'une intégration économique saine auraient été réunies et chaque pays aurait suivi une politique adaptée aux besoins collectifs, sous le contrôle d'une autorité supranationale, dont une Banque d'investissements beaucoup plus largement dotée et orientée vers le développement des régions sous-développées et la reconversion de certaines industries.

Le groupe des républicains sociaux estime que les Traités ne satisfont pas aux conditions qu'il avait posées. Touchant l'Euratom, la distribution en commun de la matière ne répond pas à leur souci de l'indépendance nationale.

Pour le Marché commun, l'unanimité au Conseil de Ministres pour le passage de la première à la deuxième étape n'a pas été retenue. Une lacune existe, et elle est essentielle : la politique

commerciale et agricole d'importation à l'égard des pays tiers. Pendant l'application de la convention d'association avec les territoires d'outre-mer, la politique sera menée à la majorité qualifiée et non à l'unanimité.

Les républicains sociaux, qui ont toujours été européens considèrent que l'Europe à Six n'est pas la seule possible et ne peuvent accepter l'idée d'une Europe de fonctionnaires irresponsables.

Conseil de la République

Si pour les socialistes, les MRP et les communistes, il est facile de dégager une attitude homogène à l'égard des Traités, par contre dans les autres groupes des opinions beaucoup plus nuancées et souvent contradictoires se sont manifestées, de sorte que l'on doit se borner à signaler certaines positions individuelles. Ainsi, en ce qui concerne la "gauche démocratique", M. BERTHOIN a annoncé dans les explications de vote l'adhésion "quasi unanime" de son groupe; mais au cours du débat l'intervention favorable et enthousiaste de M. LAFFARGUE a été balancée par les réserves et les vives critiques formulées par MM. PISANI, PLAISANT et DURAND-REVILLE. Parmi les "républicains indépendants" à côté de l'avis favorable de M. DRIANT, on trouve des positions plus réservées (MM. ROCHEREAU, BRUNHES, ARMENGAUD), voire nettement dissidentes (M. VALENTIN). Chez les "républicains sociaux", M. DEBRE a témoigné d'une ferme opposition.

Les orateurs socialistes (MM. CARCASSONNE, VANRULLEN, PERIDIER, COURRIERE) et MRP (MM. POHER, WALKER, AGUESSE) ont vigoureusement défendu la conception d'ensemble des Traités et la nécessité d'intégration européenne, en soulignant les chances de redressement économique de la France, par ailleurs efficacement protégée contre toute répercussion défavorable par une série de clauses de sauvegarde, et forte de l'engagement pris par ses partenaires de s'aligner sur son système social plus avancé.

Les communistes, par la bouche de MM. PRIMET et WALDECK L'HUILLIER et de Mme DUMONT, ont développé leurs thèmes habituels contre toute idée d'intégration de l'Europe Occidentale. Ils ont dénoncé les nouvelles initiatives comme une relance de la CED et de la guerre froide, tendant à réaliser une Communauté politique "dominée par le capitalisme et le militarisme allemands, patronnés par les Etats-Unis". Voyant dans la petite Europe, "selon la prédiction de Lénine, une entente temporaire pour l'exploitation des travailleurs et contre le socialisme", ils ont opposé au Marché commun l'alternative d'une coopération pacifique entre tous les Etats européens pratiquant une politique de désarmement contrôlé, et à l'Euratom une collaboration internationale dans le domaine des connaissances atomiques, mais à l'échelon mondial.

Voici maintenant un relevé des principaux points en discussion.

D'une manière générale, les débats se sont ressentis de la présentation conjointe des deux Traités, qu'il s'agissait d'approuver ou de rejeter en bloc : c'est ainsi que certains rapporteurs, tout en soulignant tour à tour des lacunes ou des défauts "techniques", ont conclu en faveur de la ratification pour des considérations d'ordre politique général. Tel le cas de M. PELLENC (gauche démocratique), rapporteur pour avis de la Commission des finances sur l'Euratom.

Plusieurs orateurs se sont aussi attachés à la conception politico-institutionnelle à la base des nouvelles Communautés, et une vaste discussion s'est engagée touchant à la constitutionnalité des Traités, à l'opportunité de l'intégration "à Six", aux relations franco-allemandes.

a) La question de "constitutionnalité" a donné lieu à un intéressant débat contradictoire entre d'une part, MM. DEBRE (Rép. soc.), HAMON et DEBUBRIDEL (ind. Outre-mer), et d'autre part MM. PINEAU, Ministre des Affaires étrangères, et Maurice FAURE, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. Les

premiers, voyant dans les Traités (notamment dans l'Euratom) non pas une simple limitation mais bien un transfert de souveraineté, ont affirmé leur incompatibilité avec les articles 13 et 26 et suivants de la Constitution française et ont conclu en ce sens que la ratification nécessiterait une révision constitutionnelle.

M. FAURE a contesté la distinction entre limitation et transfert de souveraineté : tous les traités internationaux, a-t-il remarqué, constituent dans une certaine mesure des limitations de souveraineté, donc il ne s'agit pas d'un problème particulier. En l'occurrence, a-t-il conclu, en invoquant l'autorité du Professeur Georges SCELLE, il y a un simple transfert de compétences, librement consenti par la France et sous condition de réciprocité.

b) Ce dernier aspect a permis à M. PINEAU de répondre aux critiques concernant le droit de l'Allemagne de se retirer des Communautés en cas de réunification. Cette réserve n'est qu'une application de la clause "rebus sic stantibus", par conséquent tout Etat membre, et non l'Allemagne seule, pourrait reviser sa position dans cette éventualité, car on serait en présence d'un partenaire nouveau.

c) En ce qui concerne l'efficacité de la "petite Europe", à part l'opposition de principe des communistes, on a reproché à cette conception de tendre à exclure toute participation plus vaste (notamment de la Grande-Bretagne) par le recours préalable à des structures supranationales (M. DEBRE). Par contre, M. POHER a souligné le caractère ouvert des Communautés. MM. LAFFARGUE et PINEAU ont fait valoir que pour convaincre les Britanniques à s'associer il faut les placer devant des réalisations concrètes. En effet, l'idée d'une zone de libre échange ne serait jamais née sans le projet de Marché commun.

d) Sur le plan idéologique, aux accusations de vouloir ressusciter les desseins de "Mittel-Europa"

("l'Europe de Hitler et de Marcel Déat" a dit M. DEBU-BRIDEL), M. POHER a opposé l'Europe de BRIAND et de CHURCHILL, "l'Europe de demain sera ce que les peuples libres la feront", a affirmé M. PERIDIER. Dans ce même ordre d'idées, M. PINEAU a souligné la valeur des Traités en vue de l'établissement d'une entente franco-allemande durable et de la création de liens indissolubles entre l'Allemagne et l'Occident. "Il faut que nous tendions la main à la bonne Allemagne, afin que d'autres ne tendent pas auparavant la leur à la mauvaise Allemagne". Des craintes ayant été exprimées par MM. ARMENGAUD (Rép. ind.) et CASTELLANI (Rassemblement Outre-mer) au sujet d'une ingérence allemande dans les affaires politiques des T.O.M. (craintes motivées par le vote d'une résolution au Bundestag concernant l'emploi des fonds destinés à ces territoires), le Ministre a revendiqué la pleine souveraineté française en déclarant que le Gouvernement n'est nullement lié par le document en question.

ITALIE

Chambre des Députés

Dans la discussion qui a précédé le vote, tous les orateurs du parti démocrate-chrétien se sont déclarés favorables à la ratification sans réserve, en faisant ressortir les aspects et l'importance politiques des Traités. Quelques doutes ont été exprimés spécialement par MM. DOMINEDO et MASTINO concernant les pouvoirs effectifs conférés à la Commission et à l'Assemblée et au sujet du système de l'unanimité qui, pendant la première période, réglera les décisions du Conseil de Ministres.

Dans l'ensemble, la position du groupe démocrate-chrétien peut se résumer comme suit :

1° Nécessité pour l'Europe de créer une seule grande zone économique pour être en mesure de concurrencer les deux grands blocs russe et américain et donc pour survivre;

2° Opportunité de profiter de l'expérience de la C.E.C.A. qui s'est révélée nettement positive et d'adopter une formule institutionnelle analogue;

3° De là, opportunité de ratifier les traités de la C.E.E. et de l'Euratom, lesquels, malgré les imperfections de forme, constituent le meilleur résultat possible sur la base de la réalité actuelle;

4° Nécessité de modification de la structure de l'économie italienne et des mesures appropriées à favoriser l'adaptation de celles-ci à la nouvelle situation, particulièrement en ce qui concerne l'agriculture et certains secteurs de l'industrie.

Le groupe libéral a manifesté, surtout par M. MALAGODI, son entière adhésion aux Traités en affirmant que ceux-ci seront interprétés dans un sens libéral et en s'arrêtant aux nombreuses et urgentes mesures à prendre dans chaque secteur de la vie économique italienne pour faire face aux nouvelles exigences créées par le marché commun.

M. LA MALFA, parlant au nom du parti républicain, bien qu'exprimant son adhésion aux intentions qui se manifestent dans les Traités, a émis d'importantes critiques au sujet de règles prévues dans ceux-ci pour la libération intégrale des échanges. L'orateur s'est arrêté surtout au système des prix minima, lequel serait capable de rendre inopérant le mécanisme de l'union douanière dans le secteur de l'agriculture. L'orateur a conclu en disant que néanmoins le traité de la C.E.E. mérite l'approbation, en attendant que l'expérience suggère les révisions nécessaires et les procédés plus rigoureux et appropriés de libéralisation, conjointement à la création d'un pouvoir fort capable de rétablir l'équilibre.

M. PRETI, parlant au nom du parti social-démocrate, a exprimé l'adhésion de son groupe, en assurant que le marché commun n'est pas un remède à la décadence économique de l'Europe mais

une manifestation de vitalité des six pays, dictée par les exigences qui découlent des progrès de la technique et de la confiance dans la liberté des échanges en tant qu'élément fortement propulsif.

Beaucoup de réserves ont été exprimées, en même temps que l'annonce d'un vote favorable, par les orateurs de la droite (mouvement social italien, parti monarchique et parti monarchique populaire). M. ANFUSO, parlant au nom du M.S.I., a défini le marché commun comme étant une grande espérance et a dit que, pour l'Italie, il s'agit d'un saut dans les ténèbres qui exigera des sacrifices énormes pour s'introduire dans le jeu de la concurrence européenne. Il a reconnu toutefois que l'unité européenne est une nécessité historique ainsi qu'une nécessité vitale.

M. PREZIOSI (P.M.P.) a, lui aussi, souligné la nécessité d'adhérer aux Traités, exprimant toutefois de graves préoccupations et réserves au sujet de leurs effets, spécialement sur l'agriculture italienne.

M. LUCIFER (P.N.M.) a illustré surtout l'aspect politique des Traités et a enfin exprimé des réserves au sujet de la zone de libre échange projetée.

L'attitude du parti socialiste a été expliquée par M. Riccardo LOMBARDI.

L'orateur a critiqué avant tout les principes qui, à son avis, ont inspiré la rédaction des Traités. Ces principes, qui trahissent les thèmes surannés du libéralisme pur, ne sont pas aptes à promouvoir une véritable intégration. A mon avis, a dit l'orateur, une intégration économique ne possède une signification que si elle se propose de créer un marché unique homogène, en ce sens qu'un marché commun non homogène provoque un affaiblissement des zones plus faibles et un renforcement des plus fortes. Seules à la suite d'une action apte à corriger les disparités initiales, les différentes zones pourront devenir comparables.

Ce ne sont pas les droits de douane qui constituent aujourd'hui les obstacles majeurs au commerce international et à la libre circulation des hommes, de marchandises et de capitaux, mais l'existence, dans les différents Etats, de plans économiques de développement incomparables entre eux, ainsi que des différences fondamentales de structure.

L'orateur a ensuite motivé l'adhésion séparée de son groupe à l'Euratom, par le fait que le Traité propose des initiatives entièrement nouvelles et qu'il offre à l'Italie la possibilité de s'intégrer sur la voie du progrès technique et scientifique. Il a conclu en disant que l'abstention de son groupe au vote sur le traité de la C.E.E. signifie une adhésion de principe aux buts que le Traité poursuit et une méfiance dans les moyens que l'on a l'intention d'employer.

Les critiques les plus acerbes des Traités ont été exprimées par le parti communiste italien. Elles ont été présentées par M. PAJETTA, qui a considéré l'aspect politique des Traités et les a interprétés, du point de vue économique, comme une tentative des groupes monopolistes de réaliser pleinement leur politique, destinée à sauver exclusivement leurs intérêts au détriment des classes laborieuses. M. CAPRARA et surtout M. BIANCO ont prédit la ruine complète de l'agriculture italienne dans le Marché commun.

Sénat

Les porte-parole des différents partis ont été moins fougueux qu'à la Chambre. M. SPANO a exposé les grandes lignes de la thèse communiste sur la Communauté économique européenne. Sans nier en principe la nécessité d'élargir les dimensions de l'espace économique national, il a affirmé que son parti ne pourrait voter les Traités qu'à deux conditions : que l'intégration européenne soit conçue en fonction de la détente internationale et comme un élément de coexistence pacifique entre l'Est et l'Ouest; que l'économie nationale soit protégée

contre la domination des monopoles intérieurs et étrangers. Le même M. SPANO, suivi des autres orateurs communistes, a pris occasion du débat pour faire une digression dans le domaine de la politique internationale générale. M. MONTAGNANI, communiste, parlant de l'Euratom l'a qualifié de "succédané de la C.E.D." et de "moyen frauduleux" d'édifier en Europe un arsenal atomique.

Le groupe socialiste apparut divisé, bien qu'il se fût déclaré disposé à voter l'Euratom et à s'abstenir de voter la Communauté économique européenne. M. GINA a repris en substance les arguments avancés à la Chambre par ses amis socialistes. M. MARIOTTI a fait bande à part et M. MANCINELLI a pris une position assez semblable à celle des communistes, émettant un jugement "essentiellement négatif" sur la Communauté économique européenne. M. LUSSU, président du groupe, a immédiatement déclaré, au nom de ses collègues, que les socialistes s'abstiendraient au vote "par discipline de parti", ce qui donna lieu à un incident avec M. GINA.

Les orateurs du Mouvement social italien ont tenté également de faire dévier la discussion sur la politique générale. M. FERRETTI a qualifié l'intégration européenne d'élément indissoluble de l'organisation atlantique.

Les orateurs du Centre ont limité la discussion aux Traités. M. GUGLIELMONE, démocrate-chrétien, a la conviction que certains problèmes fondamentaux de l'économie italienne trouveront leur solution dans le cadre de l'intégration de la future Communauté. Il a insisté notamment sur la nécessité de synchroniser les phases du plan VANONI et celles du développement de la Communauté économique. M. CARELLI, démocrate-chrétien, intervient à propos des questions agricoles. MM. SCHIAVI, P.S.D.I., et AMADEO, P.R.I., ont déclaré que leurs partis voteraient les Traités dans une conviction européenne qui n'exclut nullement la conscience des réalités économiques où sera le champ d'action de la Communauté.

C. AGRICULTURE

FRANCE

Assemblée Nationale

Les adversaires du Traité ont mis en lumière les inconvénients qui, à leurs yeux, résulteront du Marché commun pour l'agriculture française.

Pour les communistes, la décadence industrielle de la France qui résultera du Marché commun entraînera une réduction de la consommation et donc du principal débouché ouvert aux agriculteurs français : le marché français. D'où chômage pour la paysannerie.

L'Allemagne ne sera pas obligée d'acheter à la France plus de produits agricoles qu'elle ne l'a fait depuis trois ans, c'est-à-dire peu. Par contre, le territoire français sera ouvert aux produits agricoles italiens et néerlandais.

Trois ans après l'entrée en vigueur du Traité, c'est le Conseil de la Commission européenne qui fixera les prix minima des produits agricoles français. On cherchera à aligner ceux-ci sur des cours mondiaux, d'où ruine des petits exploitants et disparition des exploitations familiales.

Le blé américain continuera à alimenter le marché européen.

Pour un apparenté au groupe Union et Fraternité française, le Traité aurait dû contenir une clause de résiliation.

En effet, les contrats multilatéraux ne représentent aucune garantie pour l'agriculture française, car non seulement le G.A.T.T. s'opposera à leur conclusion, mais leur institution ne se

comprend pas puisque le Traité lui-même prévoit une organisation des marchés.

Les prix minima ne s'appliqueront qu'au sein du pays qui les aura fixés, non dans la Communauté.

Quant aux céréales, qui représentent les seules exportations réalisables dans les prochaines années, le Traité permet de suspendre les droits de douane vis-à-vis des pays tiers. L'Allemagne et les Pays-Bas utiliseront cette possibilité et la France ne pourra donc pas leur vendre ses excédents d'orge et de blé.

Enfin, l'agriculture française manquera de bras. A la fin de la première étape, il y aura surabondance de main-d'oeuvre en France et des chômeurs. Ceux-ci ne voudront pas travailler la terre, mais il ne sera pas possible alors de faire appel à la main-d'oeuvre étrangère puisqu'il y aura des chômeurs inscrits dans les bureaux de chômage français.

Pour certains radicaux et radicaux socialistes, les garanties données à l'agriculture française par le Traité sont illusoires et insuffisantes.

Les contrats à long terme ne s'appliquent qu'à 20 pour cent de la production française (céréales et betteraves à sucre) et les trois années retenues pour le calcul de la moyenne sont désastreuses. Or, il n'y a pas d'engagement d'achat au-delà de cette moyenne et les Cinq pourront toujours invoquer l'existence de courants commerciaux antérieurs pour s'approvisionner à l'extérieur au cours mondial.

D'après le Traité, les produits agricoles doivent être achetés à des prix se rapprochant progressivement de ceux payés aux producteurs nationaux sur le marché intérieur du pays acheteur pour rejoindre ces prix au plus tard à la fin de la période transitoire. Ceci signifie que la Belgique

et l'Allemagne vont acheter progressivement en France plus cher que le prix mondial - elles n'auront donc pas intérêt à augmenter le volume de leurs achats en France.

En ce qui concerne les céréales, il est prévu qu'un pays qui en importe pourra, quel que soit le tarif extérieur commun, suspendre totalement ses droits de douane sur ces denrées et sur les farines de froment.

Ainsi, aucune sécurité pour l'agriculture française d'exporter dans la Communauté.

De même, vis-à-vis de ses exportations vers les pays tiers, qui sont ses principaux clients. La majorité qui existera au sein de la Commission européenne responsable de la politique commerciale communautaire, sera telle qu'elle cherchera surtout à exporter des produits manufacturés allemands, belges ou luxembourgeois, et secondairement peut-être des produits agricoles néerlandais dont les prix de revient sont inférieurs aux prix français.

La possibilité pour un Etat membre de la C.E.E. de fixer des prix minima au-dessous desquels les importations peuvent être réduites ou suspendues ne durera que huit ou dix ans. Dès l'expiration de la deuxième étape, en effet, les critères de base de ces prix minima seront fixés à la majorité qualifiée par le Conseil, donc la garantie en la matière disparaîtra.

Les intérêts des pays membres de la Communauté étant contradictoires, on ne voit pas comment on pourra arriver à la définition d'une politique agricole commune.

Enfin, il y a contradiction entre la déprotection de l'industrie et le maintien des prix agricoles. Si l'industrie française fait les frais du Marché commun, le pouvoir d'achat de la classe ouvrière sera très touché et l'agriculture française périlclitera.

Le rapport de la Commission de l'Agriculture, après avoir indiqué les problèmes à résoudre par les pouvoirs publics français pour l'agriculture nationale, a indiqué le déficit actuel causé à la balance des Six par les produits alimentaires (environ 500 milliards de francs français). Les organisations communes et la politique commune doivent donc permettre une expansion de la production.

La politique agricole commune devra être avant tout une politique d'expansion permettant à l'Europe d'économiser des devises et à ses agriculteurs de trouver des débouchés, cette expansion s'accompagnant d'une amélioration de la productivité (équipement et vulgarisation).

Elle devra aussi se préoccuper :

- du maintien et de la défense de l'exploitation familiale;
- de la mise sur pied des organisations communes de marché prévues par le Traité (notamment pour le lait);
- de l'établissement d'un statut viticole européen (une étude sur le statut est actuellement à l'étude à l'Assemblée du Conseil de l'Europe);
- de la protection des appellations, de la propagande et essentiellement de la politique des prix européens.

Pour avoir une politique agricole vivante, les conditions suivantes devront être remplies :

a) participation des représentants de la profession; nomination des agriculteurs du Conseil économique et social sur proposition de la profession;

b) faire penser, préparer et proposer la politique agricole commune, puis suivre son application, par un groupe de travail dirigé par six hommes politiques (un par pays).

La Commission s'est déclarée hostile a priori à une zone de libre échange. Des orateurs ont demandé de n'amorcer cette dernière qu'une fois le Marché commun déjà en place.

Des représentants de la France d'outre-mer ont également demandé que la politique agricole de la Communauté tienne compte des productions des territoires ultramarins et que des représentants qualifiés des producteurs de ces territoires soient associés à l'élaboration de la politique agricole commune. De même, que soient mises sur pied, à l'échelle européenne, des organisations du marché garantissant au paysan africain une juste rémunération et un écoulement de sa production.

Le problème du bois a été posé. Sur le plan des tarifs douaniers, le bois est considéré en France comme un produit agricole, mais dans la plupart des cinq autres pays comme un produit industriel. Si l'on assimilait dans la C.E.E. le bois à un produit industriel, on ferait tomber la taxe forestière indispensable à la préservation de la forêt française.

Le reboisement est en effet alimenté en France par le fonds forestier national qui tire ses ressources des taxes sur les bois abattus et sur les sciages sortant d'usine. Les ressources diminueraient si les sciages avaient lieu hors de France, et cela nuirait au reboisement.

Enfin, en raison des disparités des charges, les entreprises françaises utilisatrices ne pourront pas lutter contre les entreprises des Cinq qui viendront s'alimenter en bois sur le sol français.

Pour certains, il serait vain de vouloir modifier les structures de la France, si on ne devait aboutir qu'au maintien du décalage injuste qui existe entre le niveau de vie des producteurs agricoles et celui des autres professions. Or, tandis que la véritable mission de la France dans le Marché commun est d'être exportatrice de pro-

duits agricoles vers les autres pays européens, ces pays voudront des prix "raisonnables", d'où les difficultés puisque les prix français sont élevés.

La définition d'une politique agricole commune aurait dû être faite avant la mise en place des institutions de la C.E.E.

Pour d'autres, du fait de la disparité des intérêts français et des cinq autres partenaires, il existerait des risques d'effondrement des prix et de difficultés d'écoulement si le Traité entrerait en vigueur sans que la clause des prix minima puisse être invoquée immédiatement et mise en place dès les premières mesures automatiques de désarmement douanier. Nécessité aussi de déterminer les prix minima français en tenant compte du coût de production français et de l'importance des investissements agricoles.

Des craintes ont été exprimées quant à l'entrée dans la Communauté de produits en provenance de l'Allemagne de l'Est par la République fédérale.

Le Gouvernement a expliqué que les prix doivent permettre l'amélioration du niveau de vie de la classe paysanne et être en même temps à un niveau "raisonnable" pour les consommateurs. Ils seront calculés en fonction des coûts moyens de production de chaque pays, compte tenu des disparités régionales.

La protection qui existe, pour bien d'autres produits que les céréales et les betteraves à sucre, sera assurée par la politique commune. C'est le jour où cette dernière aura été définie que seront fixés les droits sur le blé.

Le Gouvernement a donné son accord à l'ouverture d'un grand débat sur la politique agricole

française avant l'ouverture de la conférence agricole européenne, ainsi qu'à une collaboration permanente entre les pouvoirs publics et les organisations agricoles.

Conseil de la République

L'instauration d'une véritable communauté européenne agricole a été chaudement préconisée par M. DRIANT (Rép. ind.), rapporteur, et M. PERIDIER (soc.), qui ont en même temps affirmé la nécessité d'une modernisation de l'agriculture française et d'une révision générale de son circuit de distribution. A l'attitude pessimiste de M. VALENTIN, qui a développé sa thèse protectionniste en parallélisme avec les problèmes du secteur industriel, les deux orateurs ont opposé leur confiance dans les chances de l'agriculture française qui de toute façon - a ajouté M. PERIDIER - "avec ou sans Marché commun, est condamnée si elle n'est pas capable d'entreprendre une transformation technique complète".

ITALIE

Chambre des Députés

Presque tous les orateurs ont exprimé des réserves ou des préoccupations au sujet des conséquences de l'intégration dans le secteur italien de l'agriculture.

M. BARTOLE (démocrate-chrétien) a parlé de "tremblement de terre" pour l'agriculture italienne. La clause des prix minima, selon son opinion, ne semble pas du tout apte à éviter des déséquilibres, spécialement pour les produits de première transformation et pour les périodes de conjoncture. Pour l'agriculture italienne, il s'agit de substituer à l'impératif de la production à tout prix celui de la production à bas prix.

M. MALAGODI (libéral) a affirmé qu'il faut tenir compte des clauses de sauvegarde du Traité, non pas pour éluder mais pour faciliter l'application du Traité même. Puis il a invoqué les réformes dans le domaine agricole, l'allègement des charges fiscales et une réglementation des conventions agricoles qui assure en même temps des conditions humaines de vie aux travailleurs et le respect du droit de propriété.

M. LA MALFA (républicain) a dit que, en vertu du système des prix minima, tout le secteur de l'agriculture est soustrait à l'appareil de l'union douanière. Il est en effet évident que dans le prix minimum on peut comprendre l'entière incidence du droit de douane et du contingent supprimés. Considérant que les productions agricoles spécialisées italiennes, et surtout les produits fruitiers et maraîchers, ont toujours rencontré de soi-disant prix minima ou saisonniers, d'importants progrès ne seront pas faits à cet égard. Il y aura l'union douanière pour les produits industriels et non pour les produits agricoles.

Selon M. ANFUSO (M.S.I.); le système des prix minima, qui en réalité équivalent les tarifs douaniers, peut également favoriser l'agriculture italienne dans des circonstances déterminées. M. DE MARSARICH (M.S.I.) partage cette opinion et retient que dans le secteur agricole, l'Italie peut, mieux que dans le secteur industriel, supporter la lutte des prix internationaux.

Les critiques les plus violentes et les prévisions les plus sombres ont été soulevées, dans ce secteur, par des députés communistes et particulièrement par M. BIANCO. Il a qualifié l'agriculture italienne de "pot de terre contre pot de fer", destiné à voler en éclats au premier heurt. Les produits fruitiers et maraîchers courent le risque d'être supplantés par les produits des territoires d'outre-mer. Les dispositions du Traité pour une politique commune du développement de l'agriculture et d'extension des marchés ne répondent pas, à son avis, à une possibilité réelle.

M. CAPRARA, lui aussi du parti communiste, a affirmé que le prix du Marché commun pour l'agriculture italienne sera très élevé et propre à nuire ultérieurement à son efficacité économique. De même, la politique prévue des prix minima pourra être soutenue seulement par les grandes entreprises; elle sera donc réalisée au détriment des fermes, petites ou moyennes.

M. PELLA, Ministre des Affaires étrangères, dans son discours qui termine la discussion générale, a dit que, en ce qui concerne la zone de libre échange, la thèse du Gouvernement italien ne coïncide pas avec celle de certains pays qui s'efforcent d'exclure les produits agricoles de cette zone.

Sénat

Selon le sénateur FERRETTI (M.S.I.), les perspectives de l'agriculture italienne et surtout de l'agriculture de l'Italie du Sud, donnent lieu

à de vives inquiétudes car en Italie du Sud, 49% de la population vit de l'agriculture, contre 41% dans l'ensemble du pays, et 29% dans l'ensemble des pays de la petite Europe. Une véritable révolution dans les campagnes est donc nécessaire; la possibilité d'un ajustement a-t-elle été créée par la clause des prix minima destinée à garantir certains produits?

M. CUSENZA (démocrate-chrétien) a exprimé l'espoir que, lors de la Conférence prévue par l'article 43 du Traité instituant la C.E.E. en vue de définir une politique agricole commune, les représentants italiens insisteront pour que le protectionnisme agraire soit réduit et éliminé.

M. GUGLIELMONE (démocrate-chrétien) a mis en relief le problème de la réadaptation de l'agriculture italienne dans le cadre des nouvelles structures.

A la suite des interventions de MM. MENGHI (démocrate-chrétien) et SERENI (parti communiste italien), qui ont traité de la situation agricole italienne, M. DE LUCA (démocrate-chrétien) a présenté un ordre du jour invitant le Gouvernement à promouvoir la transformation des cultures. Après avoir examiné la situation de l'agriculture italienne, qu'il a comparée à un organisme malade, l'orateur a déclaré que les pluies artificielles représentent un moyen efficace d'améliorer la production agricole italienne.

Le sénateur BATTAGLIA (libéral) a lui aussi souligné les inquiétudes exprimées par d'autres orateurs en ce qui concerne le secteur agricole.

Résumant la discussion, M. PELLA a affirmé que l'économie italienne connaît deux sortes de cultures : pour l'une d'elles la libéralisation est nécessaire, tandis que pour l'autre elle pourrait être désavantageuse. Il faut donc que les hommes politiques jugent la situation d'une façon objective et intelligente en subordonnant les intérêts privés aux intérêts collectifs.

D. TERRITOIRES ET DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

ALLEMAGNE

Bundestag

Deux points furent surtout débattus. Le premier, c'est de savoir si l'inclusion des territoires d'outre-mer dans la Communauté économique ne risque pas d'entraîner la République fédérale dans une politique coloniale surannée. Le second, c'est qu'il faut favoriser le développement des pays en question, en vue, non seulement de leur bien-être social et de leur prospérité économique, mais aussi de leur indépendance.

M. FURLER, démocrate-chrétien (CDU/CSU), ne craint pas que le Traité provoque l'apparition d'une nouvelle forme de colonialisme. Le développement des territoires en question doit s'inspirer des principes de la Charte des Nations-Unies. L'aide qu'on leur accorde doit être l'expression d'une volonté de les faire progresser. Il ne s'agit pas d'exploiter de nouvelles possibilités commerciales. Ce que l'on veut, c'est remplir une mission qui consiste à établir sur de nouvelles bases les relations entre l'Europe et les peuples africains.

M. ELBRACHTER, libéral (DP/FVP), est du même avis, ajoutant même que les peuples africains souhaitent une participation européenne. S'ils sont abandonnés à eux-mêmes, leur évolution se fera contre l'Europe et, par conséquent, contre l'Allemagne. En tout cas, les peuples asiatiques en voie d'évolution regardent avec une certaine méfiance cette grande mission que l'Europe s'est assignée. Ils craignent en effet d'être devancés par l'Afrique. L'alternative n'est donc pas de choisir entre l'Afrique et l'Asie. L'Europe a deux problèmes à résoudre en même temps. Le Traité lui apporte des éléments de solution.

M. METZGER, socialiste (SPD), déclare que tout dépend de l'interprétation des dispositions du Traité. Il y a deux possibilités. On peut développer un peuple en le colonisant ou sans le coloniser. Si c'est la seconde possibilité qu'on choisit, il importe d'appliquer les principes de la Charte des Nations-Unies, non seulement en vue d'assurer le développement de la prospérité de ces peuples, comme le dit le préambule, mais aussi en vue de les mener à l'indépendance. Il importe aussi de se servir des ressources du fonds d'investissement, non pas pour un profit national ou privé, mais réellement pour favoriser le développement des territoires en question. M. MELLIES (SPD) résume le point de vue socialiste dans la déclaration suivante : "Nous sommes pleins de confiance, car nous nous trouvons précisément d'accord avec les socialistes des cinq autres pays membres pour vouloir que l'inclusion des territoires en question et l'aide économique dont nous financerons une partie servent au développement économique, social et politique de ces peuples, ce qui comprend leur indépendance politique. Les peuples qui acquièrent leur indépendance doivent être libres de rester dans la Communauté ou de l'abandonner."

M. MARGULIES, libéral (FDP), justifie l'opposition de son parti en déclarant qu'il n'y a pas eu de négociations avec les Etats souverains d'Afrique du Nord entretenant des relations diplomatiques avec la République fédérale. On ignore donc si ces Etats sont disposés à coopérer et à quelle forme de coopération ils peuvent être acquis. En tout état de cause, la coopération "nous lavera du soupçon de colonialisme africain".

Les réfugiés (GB/BHE) craignent aussi qu'il n'y ait une idée colonialiste dans le fait d'aider les territoires français d'outre-mer au moyen de fonds d'origine allemande. De plus, les pays asiatiques en voie de développement ont une importance au moins égale à celle du continent africain. "Ce serait une erreur, déclare M. STEGNER, de prendre un engagement unilatéral et, a priori, de renoncer

partiellement, ou même totalement, à des possibilités peut-être bien plus larges, tout en suscitant contre nous des animosités qui n'existaient pas jusqu'ici". Le même orateur invoque l'argument de la réunification allemande. C'est une question qui pourrait un jour être évoquée aux Nations-Unies. Si l'Allemagne participe à la politique coloniale à laquelle on voudrait la mêler, il est peu probable que les représentants des pays sous-développés acceptent d'avaliser la réunification.

M. von BRENTANO, Ministre des Affaires étrangères, explique qu'il ne s'agit nullement d'un colonialisme suranné. Au contraire, ce que l'on veut, c'est s'engager par un traité, parce que c'est l'intérêt même des parties, à contribuer au développement des pays susceptibles d'être développés. En politique commerciale, cet engagement suppose une politique de la porte ouverte, qui permette de faire profiter les pays en question de capitaux que l'on pourrait obtenir à cette fin d'autres parties du monde, car les gouvernements et les peuples en cause ont eux-mêmes tout intérêt à favoriser le développement des territoires d'outre-mer et les mettre sur la voie de l'indépendance économique d'abord, politique ensuite.

FRANCE

Assemblée Nationale

Le Gouvernement a souligné que les dispositions relatives aux territoires d'outre-mer constituent la partie la plus constructive du Traité. C'est la première fois qu'on aborde la construction de l'Eurafrique, et cela en tournant le dos au colonialisme.

La métropole accepte des sacrifices et les territoires d'outre-mer recueillent des avantages: débouchés pour les produits exotiques, investissements, obtention à meilleur compte des produits industriels de la Communauté.

Il convient cependant de distinguer, dans la convention, le régime applicable aux territoires d'outre-mer et celui donné aux départements d'outre-mer, Algérie comprise.

L'Algérie et les autres départements d'outre-mer sont exclus du bénéfice de l'aide du Fonds d'investissements.

Quant à l'aide de la Banque d'investissements, certains redoutent que l'unanimité, nécessaire pour l'obtenir, ne soit jamais réalisée. D'où le problème : comment ces pays, dont la poussée démographique est considérable, pourront-ils poursuivre la politique d'industrialisation indispensable et réaliser leurs vastes projets de développements ?

A cette occasion, le Gouvernement a rappelé que l'apport financier des Cinq n'a jamais été considéré comme devant partiellement relayer l'effort français.

C'est par une déclaration unilatérale, révocable à tout instant, que le Gouvernement français a annoncé son intention d'affecter les fonds de la Communauté pendant cinq ans aux seuls territoires d'outre-mer.

Le total de l'appoint des Cinq et de l'effort métropolitain est constant. Les investissements qu'attendent les départements et territoires d'outre-mer sont financés par ce total; or, celui-ci s'accroît en proportion même de l'apport de la Communauté.

D'autres critiques ont porté sur la discrimination créée par la Convention en matière de circulation de la main-d'oeuvre. C'est seulement au bout de deux ans qu'une décision sera prise à l'unanimité pour réglementer la circulation de la main-d'oeuvre des départements d'outre-mer, alors que les marchandises pourront y circuler librement dès l'entrée en vigueur du Traité. Il y a là une

discrimination entre Français de la métropole et Français des départements d'outre-mer contraire à la Constitution.

Pour le Gouvernement, il n'y a là aucune discrimination. Ce délai de deux ans a été fixé en vue de donner le temps de trouver la solution la plus favorable aux travailleurs algériens.

Sur le plan économique, des inquiétudes se sont manifestées chez certains représentants des départements d'outre-mer.

Dans quelle mesure la taxe fiscale prévue pour les territoires d'outre-mer leur est-elle applicable ? Le maintien de ces taxes est, en tout cas, contraire à l'esprit du Traité. Mais, sans protection, pas d'industrialisation possible.

Que compte faire le Gouvernement français pour les productions de ces départements et leurs débouchés ?

L'économie des Antilles repose sur le sucre et le rhum. Or, le rhum ne figure pas parmi les produits agricoles énumérés dans le Traité. Ceci constitue un danger, car on ne pourra fixer pour le rhum un prix minimum au-dessous duquel les importations ne peuvent avoir lieu.

Un second danger existe. Il y a actuellement deux sortes de rhum introduites en France, le "contingenté" pénétrant en franchise de tous droits, et le "hors contingent" soumis à une surtaxe considérable. Mais la surtaxe est une mesure française que rien n'oblige l'Allemagne ou l'Italie à adopter. Qu'arrivera-t-il si ces pays introduisent en France ce rhum antillais non contingenté ?

L'accent a été mis unanimement sur les difficultés causées à l'écoulement des produits, notamment le café vert et les bananes, par le coût élevé du fret français.

En ce qui concerne les territoires d'outre-mer, les remarques ont porté particulièrement sur la non-consultation des autorités locales, l'absence de protection pour certains produits, la réglementation à donner à l'immigration, l'effort d'investissement à entreprendre, l'esprit de la Convention, l'inclusion dans le Marché commun de territoires trop éloignés.

De nombreux orateurs ont regretté que les Assemblées locales et les Conseils de Gouvernement n'aient pas été consultés. Ils ont demandé qu'ils le soient avant qu'on ne prenne les décisions d'application de la Convention et lors des négociations du renouvellement éventuel de celle-ci.

Ils ont également insisté pour que les territoires d'outre-mer soient représentés dans les institutions de la C.E.E., notamment à l'Assemblée Commune et au Conseil économique et social où une section spécialisée pour l'outre-mer devrait être créée. De plus, des experts à compétence limitée au fonctionnement de l'association territoires d'outre-mer - Marché commun devraient assister régulièrement les délégués de la France à la C.E.E.

Pour le Gouvernement, l'actuelle Convention est à considérer comme une Convention d'essai qui pourra, à son expiration, être résiliée, prorogée ou établie sur de nouvelles bases. Le problème de la participation des territoires d'outre-mer à l'élaboration de l'éventuelle convention nouvelle se posera. Rien n'empêchera alors la participation des pays et territoires d'outre-mer à la C.E.E.

Il a été regretté qu'aucune protection ne soit prévue pour les oléagineux, qui constituent l'objet presque exclusif des exportations de territoires comme le Soudan, le Niger, la Haute Volta, le Dahomey et le Sénégal.

Cependant, sur ce point, la délégation française a obtenu l'assurance que le tarif commun définitivement applicable aux huiles végétales serait fixé par des négociations ultérieures.

En ce qui concerne l'immigration, éviter l'afflux des "petits blancs" et laisser aux autochtones les postes de qualification moyenne, limiter la liberté d'établissement strictement aux non-salariés.

La plus grande attention devra être donnée à ce problème lors de l'élaboration de la Convention sur l'immigration.

Les efforts financiers à faire sont considérables et l'aide de la Communauté prévue insuffisante. Il faut en effet assurer aussi vite que possible le relèvement du niveau de vie des populations autochtones et les faire participer aux bienfaits de la technique moderne.

Certains redoutent que le Marché commun ne renforce la situation des territoires d'outre-mer en tant que producteurs de denrées agricoles et matières premières et ne ralentisse leur indispensable industrialisation. De plus, les efforts à faire par la France pour la mise en état de l'économie métropolitaine ne vont-ils pas réduire ses possibilités d'investissement en Afrique ? Des garanties doivent être données en ce domaine.

La préoccupation dominante des Africains est la promotion économique et sociale des leurs. L'avenir de l'Afrique se présente sous trois aspects essentiels : expansion économique, modernisation technique (y compris l'utilisation de l'énergie nucléaire), progrès social. Les populations africaines doivent être les premières à bénéficier de ce progrès.

Il faudra mettre sur pied, à l'échelle européenne, des organisations de marché garantissant au paysan africain une juste rémunération et un écoulement régulier de sa production, veiller à ce que la politique agricole de la Communauté tienne compte des productions des territoires d'outre-mer et que des représentants qualifiés des producteurs de ces territoires soient associés à l'élaboration de la politique agricole commune.

Le rapport de la Commission des territoires d'outre-mer a précisé que l'aide financière à ces territoires n'est pas limitée à des objectifs économiques, mais s'applique aussi à des objectifs sociaux (hôpitaux, établissements d'enseignement, de recherches, etc.). Il a regretté que la Convention ne détermine cependant pas de pourcentage fixe entre dépenses sociales et dépenses économiques.

Pour ce qui est de l'esprit de la Convention, l'attention a été attirée sur l'importance que constitue, dans les Traités, l'acceptation par les cinq partenaires de la France, de l'association Europe-Afrique. Si l'Afrique peut et doit être modernisée, elle ne le sera que dans le cadre d'une solidarité européenne.

Sur le plan politique, il ne peut y avoir évolution libérale et raisonnable que si cette évolution débouche sur l'Europe et non sur l'URSS.

Tout danger d'un néo-colonialisme européen a été écarté.

Mais, comme l'a fait remarquer un représentant des territoires d'outre-mer, ce que veulent les Africains, ce n'est pas seulement les avantages économiques et politiques attendus du Traité, c'est l'humanisme français intégral. Il est regrettable que, dans le Traité, rien ne précise que la France garantira l'intégrité de l'Union française et la poursuite par elle du développement des institutions démocratiques des territoires d'outre-mer.

Un représentant de la Nouvelle-Calédonie a estimé inconcevable de vouloir inclure dans le Marché commun les territoires français du Pacifique: ceux-ci ne pourront jamais surmonter l'handicap du prix du prêt et de la non-conservation de leurs produits.

Pour les adversaires du Traité, la C.E.E. consacrera à la longue le déclin de l'influence française dans les territoires d'outre-mer et le remplacement de la colonisation française par un

néo-colonialisme européen. La libre circulation des produits empêchera l'industrialisation de ces territoires, le marché métropolitain perdra son régime préférentiel sans garanties pour l'écoulement des produits exotiques. Les prix africains, trop élevés, sont incompressibles. Pour le coton, rien à attendre du Marché commun, et quant aux oléagineux, ils perdront le marché français sans pour autant trouver d'autres acheteurs.

Une dernière critique visait l'absence de parallélisme entre la durée de l'aide française de la Communauté - cinq ans si la Convention n'est pas renouvelée - et la suppression définitive de certains droits d'entrée dans les territoires d'outre-mer.

Le Gouvernement a précisé que, même sans renouvellement de la Convention, la suppression progressive des droits de douane et l'établissement du tarif extérieur commun seront poursuivis. Seuls tomberont les règles relatives à l'élimination des restrictions quantitatives.

Mais il existe un engagement moral que la Convention sera renouvelée : lors des négociations, le Gouvernement a eu à choisir entre cinq et quinze ans pour la durée de la contribution financière.

De plus, l'élément mercantile n'a pas été le seul élément des négociations. Les partenaires de la France ont acquis la conviction que le destin de l'Afrique est lié à celui de l'Europe et qu'il est de leur devoir d'aider l'Afrique à son expansion.

Conseil de la République

Les critiques suivantes ont été formulées :

- les T.O.M. n'ont pas été suffisamment consultés ni associés aux négociations (MM. DURAND-REVILLE, gauche dém., DOUCOURE, RDA);
- la contribution du fonds pour les investissements outre-mer est trop modeste par rapport à l'effort

financier français (MM. HAMON, ind. O.M., et GONDJOUT, ind. O.M.);

- les T.O.M. ne sont pas représentés au sein des organes des Communautés. En considération de son apport humain, la France aurait mérité un nombre de représentants supérieur à celui de l'Allemagne et de l'Italie (MM. DURAND-REVILLE, CASTELLANI, MOTAIS de NARBONNE, MRP).

M. FAURE a répliqué qu'il était impossible de s'écarter d'une représentation égale (en nombre) entre les trois plus grands pays. Par ailleurs ces critiques n'ont pas touché au fond de la question, sur lequel le jugement d'ensemble a été favorable (MM. MOTAIS de NARBONNE et DURAND-REVILLE). Les représentants du Gouvernement (MM. BOURGES-MAUNOURY, Président du Conseil, PINEAU et FAURE) ont tenu à accentuer l'importance de l'association des T.O.M. qui, loin d'être "un cadeau" français, constitue la partie la plus originale et la plus constructive des traités européens. Le Marché commun permet à l'Europe de participer à l'effort en faveur des pays sous-développés, qui est le problème fondamental de l'époque. Dans ce cadre, la France doit jouer un rôle d'intermédiaire entre l'Europe et l'Afrique.

E. PROBLEMES SOCIAUX

FRANCE

Assemblée Nationale

Des remarques et des critiques ont été faites tant à propos des problèmes sociaux - libre circulation de la main-d'oeuvre, catégories de travailleurs "oubliés" par le Traité, rééducation professionnelle, liberté d'établissement - qu'à l'égard de l'harmonisation des charges de la législation sociale.

Certains ont insisté sur la mauvaise situation faite par le Traité au travailleur émigrant (le meublé collectif ou individuel, la cantine, l'isolement du foyer, etc.).

Le rapport de la Commission du Travail a attiré l'attention du Gouvernement sur la question des bénéficiaires du Fonds social européen. Celui-ci paraît réservé aux seuls salariés. Or, d'autres catégories de travailleurs vont perdre leur activité du fait du Marché commun : artisans, petits commerçants, petits industriels.

Le Traité ne mentionne nulle part les travailleurs indépendants.

La mise en oeuvre, par le Conseil de Ministres, d'une politique commune de formation professionnelle sera difficile, car la formation professionnelle relève, en France, de l'enseignement public, en Allemagne des sociétés industrielles.

En matière de liberté d'établissement, la Commission et le Conseil doivent éliminer celles des procédures administratives découlant soit de la législation interne, soit d'accords intérieurement conclus entre les Etats membres, dont le maintien fait obstacle à cette liberté. Il y a là pouvoir de modifier la législation interne et risque de voir certains pays substituer leur réseau commercial au réseau français.

Un orateur a mis en lumière le rôle à jouer par les pouvoirs locaux en matière de migration de travailleurs, logement, formation professionnelle des jeunes, etc. d'une manière générale, de problèmes humains et sociaux. Il conviendrait d'associer les maires à l'examen de ces problèmes et d'établir des taxes communes de financement et de développement du crédit communal européen.

Il a été demandé aussi au Gouvernement de veiller, pour le libre exercice des professions médicales et pharmaceutiques, à ce que les équivalences des diplômes correspondent bien à des équivalences de niveau d'études.

Pour les communistes, le Traité ne donne aucune garantie quant au maintien des avantages sociaux acquis par les travailleurs français. Le Marché commun rendra plus difficile toute amélioration du sort des travailleurs et les capitalistes utiliseront les chômeurs comme masse de manoeuvre pour réduire les salaires.

Pour certains radicaux, le Marché commun entraînera un double mouvement de main-d'oeuvre. La main-d'oeuvre française qualifiée ira travailler sur le Rhin, dans la zone la plus industrialisée qui offrira les plus hauts salaires et elle sera remplacée en France par une main-d'oeuvre étrangère non qualifiée, d'où diminution de la productivité et du niveau de vie français.

En ce qui concerne les charges sociales, certains ont jugé trop longs les délais prévus pour l'égalisation entre salaires masculins et féminins. L'absence de concordance entre cette égalisation et le désarmement douanier crée un handicap pour les industries françaises employant une abondante main-d'oeuvre féminine.

Il importe de réclamer dans les moindres délais l'égalité des conditions de travail, des salaires et des charges sociales, faute de quoi leur poids devra être reporté sur le budget général commun.

Le Traité est insuffisant en matière de durée légale du travail et de frais pour heures supplémentaires.

Selon le "protocole relatif à certaines dispositions intéressant la France", la France pourra appliquer des clauses de sauvegarde si l'alignement n'est pas réalisé à la fin de la première étape. Cette application de clauses de sauvegarde ne remettrait pas les industries affectées par la disparité des charges dues aux heures supplémentaires en état de vendre aux autres pays de la Communauté.

Le Traité est muet quant aux allocations familiales, retraites, prestations médicales.

En matière de durée des congés payés, l'incertitude règne. D'après le Traité, les Etats doivent s'attacher à établir l'équivalence des régimes, où cette équivalence n'existe pas.

Pour le Gouvernement, ce qui compte, ce n'est pas la charge sociale isolée, mais la comparaison des charges sociales globales les unes par rapport aux autres. L'expérience montre que le libre jeu d'une union douanière tend à rapprocher les conditions sociales et la masse salariale.

Pour les socialistes, si l'expérience Benelux a montré la possibilité des intégrations économiques malgré les différences de salaires et de charges, il n'en sera pas moins nécessaire, au fur et à mesure de l'application du Traité, d'exercer une surveillance sur les modalités de l'harmonisation des charges sociales. Pour cela, il faudra organiser un Conseil spécial de surveillance de cette harmonisation.

Il faudra également pousser au développement de conventions collectives européennes, créer un service européen d'inspection du travail, associer les travailleurs à tous les échelons du marché commun.

Les socialistes ont enfin demandé au Gouvernement de discuter avec ses cinq partenaires les recommandations de l'Assemblée du Conseil de l'Europe relative à une convention européenne des droits sociaux et économiques.

Pour la Commission des Affaires économiques, il serait possible et utile de tendre à une harmonisation des législations sociales des pays de la Communauté, non dans le cadre du Traité, mais en poursuivant les études et travaux entrepris depuis plusieurs années par divers organismes (B.I.T., Conseil de l'Europe, etc.). Les participants de la C.E.E. pourraient alors adopter une convention s'inspirant du code européen de sécurité sociale, mais d'un niveau plus élevé, en vue d'atténuer les disparités existant en matière de sécurité sociale.

Conseil de la République

De fortes inquiétudes ont été manifestées par certains orateurs au sujet de la disparité des charges sociales. Leur thèse est que le Marché commun freinera le progrès social en France, voire même entraînera une égalisation vers le bas des conditions sociales (M. PRIMET, communiste), car la France sera obligée de marquer le pas en attendant que les autres pays la rejoignent. Or, a dit M. VALENTIN, la seule obligation de nos partenaires c'est d'aligner les salaires des hommes et des femmes. Pour le reste, l'article 117 du Traité est "d'un libéralisme ébouriffant". De graves disparités subsisteront notamment quant aux heures supplémentaires entre la France et l'Allemagne. De plus, certaines déclarations du côté allemand laissent entrevoir que ce pays n'aurait pas la moindre intention d'aboutir à un alignement effectif (M. DEBRE, Mme DEVAUD, Rép. soc.).

Contre cette thèse, M. WALKER (MRP) a fait valoir que "harmonisation des charges" ne signifie pas "égalisation": il a souligné le rôle que joueront à cette fin les contacts intersyndicaux.

M. VANRULLEN (soc.) a contesté que les disparités en matière p. ex. de salaires empêchent la formation et le fonctionnement d'un Marché commun, car elles existent même à l'intérieur d'un pays. Par ailleurs il a cité l'exemple favorable du Benelux et de la C.E.C.A. M. PERIDIER, dans le même ordre d'idées, a ajouté que l'harmonisation des charges "sera réalisée inéluctablement".

ITALIE

Chambre des Députés

M. MONTAGNANA a affirmé que, comme la libre circulation des marchandises comporte la réduction des prix au niveau le plus bas, la libre circulation des travailleurs implique une réduction des salaires aux limites les plus basses. L'orateur s'est demandé en outre quelle réalisation pourrait avoir le principe de la libre circulation dans le domaine européen, alors qu'en Italie, la liberté de déplacement et de travail est entravée par de sérieux obstacles, dans le domaine national, la conséquence de cette liberté implique la réduction des salaires dans les zones les plus avancées et l'affluence de masses de travailleurs des régions plus pauvres.

M. DAZZI (démocrate-chrétien) a observé que les garanties, les obstacles et les échappatoires dans ce domaine menacent de constituer une forte entrave à une juste application des normes du traité de la C.E.E. Référence est faite en particulier aux articles 48 et 49, qui subordonnent l'application et le droit d'établissement à des conditions qui seront fixées par des règlements ultérieurs. Par conséquent, la réalisation des institutions prévues dépendra essentiellement des majorités qualifiées qui s'exprimeront au sein du Conseil et du mordant avec lequel les problèmes en question seront affrontés.

Au cours de la discussion de clôture, M. PELLA, Ministre des Affaires étrangères, a dit

qu'il ne faut pas nourrir des illusions excessives quant aux possibilités de résoudre, par l'émigration, les problèmes de l'emploi, parce que la capacité d'absorption des six pays est limitée. Toutefois, il s'est assuré que, en surmontant certain nationalisme mal compris, les ouvriers trouveront plus facilement accès aux autres pays.

Sénat

M. FERRETTI (M.S.I.) a affirmé que le point le plus important des Traités est peut-être celui concernant la libre circulation de la main-d'oeuvre; car la libre circulation de la main-d'oeuvre permettra peut-être de réduire le chômage. Il a proposé l'institution d'une organisation qui devrait s'occuper des rapports entre l'Italie et les autres pays en ce qui concerne l'émigration.

M. CUSENZA (D.C.) a exprimé ses craintes du fait que la libre circulation des travailleurs ne pourra être introduite qu'à la fin de la période de transition et il a invité le Gouvernement à se prévaloir des dispositions de l'article 49 du Traité en vue d'accélérer la réalisation de la libre circulation avec le consentement des autres gouvernements.

M. MARIOTTI (P.S.I.) a mis en relief les difficultés qui, comme pour le passé, se présenteront à la main-d'oeuvre italienne, non spécialisée, alors que les marchés étrangers ne demandent que des travailleurs qualifiés. Il a exprimé son scepticisme quant à la possibilité que le fonds social puisse contribuer à la solution de ce problème.

En concluant, M. PELLA a affirmé que les prévisions italiennes relatives à l'évolution de la conjoncture européenne et la création de nouveaux postes de travail, font apparaître les perspectives favorables que l'instauration du principe de la libre circulation ouvrent au courant migratoire italien.

F. UNION DOUANIERE - TARIF EXTERIEUR COMMUN

ALLEMAGNE

Bundestag

Au cours des débats relatifs à ce point du Traité, la question a été posée de savoir si l'établissement d'un tarif douanier ne serait pas lié à une barrière douanière de protection et à une augmentation du niveau général des prix.

Le député MARGULIES déclara, au nom des démocrates-libres, que le Traité porte une "fausse étiquette". Il s'agit seulement d'une Union douanière entre six pays et non d'une affaire européenne. En fait, le tarif extérieur commun érige une barrière douanière qui traverse l'Europe et qui nous sépare d'autres pays et du marché mondial. Les Etats-Unis, en particulier, ne s'intéresseraient plus à nous en tant que clients si nous achetions à l'avenir dans la zone de préférence eurafricaine les marchandises qui sont exportées jusqu'à présent en tant que marchandises de surplus américaines. D'une manière générale, nous glissons vers un "système hautement protectionniste". Pour le sucre, par exemple, des droits de douane de l'ordre de 80 pour cent sont prélevés, ce qui empêche tout achat de sucre en provenance de l'extérieur de cette zone de préférence.

Selon l'avis du député STEGNER (GB/BHE) on aurait dû commencer par éliminer les difficultés pour créer ensuite une union douanière. Il songe à ce propos à la divergence des deux grands systèmes économiques de la France et de la République fédérale dont il semble tout de même assez douteux qu'ils puissent être réunis pour former un corps capable de fonctionner. Mais en ce qui concerne le développement du tarif extérieur, il n'a pas d'objections. Provisoirement, il n'est pas encore possible d'entrevoir sa portée, car les différents systèmes douaniers ne sont pas encore unifiés et

le calcul de la moyenne arithmétique ne progressera que lentement. Mais dans deux ans, le marché commun, s'il fonctionne, sera probablement au point en matière douanière.

Porte-parole du parti allemand libéral, le député ELBRÄCHTER réfute l'opinion selon laquelle il faudrait d'abord éliminer les difficultés et ensuite conclure le Traité. C'est précisément le contraire qu'il faut faire. Il s'agit maintenant d'accorder de nouveau des économies nationales qui se sont développées de manière divergente depuis les deux guerres mondiales; cela demandera une opération de longue haleine. Une cure radicale - à partir de demain union douanière sans aucune mesure de protection et de transition - ne ferait que ruiner un tas d'entreprises dans les différents Etats. La méthode de ce traité est par conséquent la seule convenable.

Le Ministre des Affaires étrangères von BRENTANO fait remarquer que le nouveau tarif douanier commun est un tarif de négociation mobile vers le haut et vers le bas. Pour la République Fédérale, dont les droits de douane extérieurs se situent actuellement aux environs de la moyenne des tarifs des Etats participants, il ne faut compter que sur un très léger relèvement des tarifs douaniers et seulement pour certaines rubriques douanières. Cela ne comportera pas de relèvement du niveau des prix. En outre, la coopération de pays aussi enclins à la libéralisation que le sont la République fédérale et les pays du Benelux constitue une garantie qu'aucun protectionnisme non fondé ne s'établisse dans la Communauté.

Le député socialiste DEIST n'est pas convaincu par l'argument du tarif de négociation. Des négociations antérieures dans le cadre du G.A.T.T. ont déjà montré que ces tarifs ne changent guère. Il a été possible d'apprendre beaucoup trop peu de choses sur les effets des nouveaux tarifs communs sur l'échange de marchandises avec les autres partenaires commerciaux. Des négociations avec des

pays tiers doivent disposer de bases plus réelles afin que le développement des tarifs douaniers extérieurs n'ait pas pour conséquence des charges trop lourdes pour l'économie allemande.

Le député HELLWIG (démocrate-chrétien) repousse comme étant non fondé l'argument d'une barrière douanière de protection, car le relèvement des tarifs douaniers actuels sera minime et sera d'ailleurs compensé par la suppression des barrières douanières pour les importations en provenance des pays participants. En outre, le Traité contient également certaines tendances d'abaissement du tarif extérieur, surtout en ce qui concerne certaines matières premières et certains produits demi-finis. Ceci est très avantageux pour la République fédérale dont l'intérêt principal réside précisément dans l'importation de ces marchandises. Et finalement, il faut dire aussi avec toute la clarté voulue qu'en comparaison des U.S.A. et de l'Union Soviétique, la Communauté économique européenne avec ses 160 millions d'âmes sera celui des vastes espaces économiques qui aura le tarif douanier extérieur le plus bas et les moindres obstacles au commerce extérieur.

Au sujet du commerce interzonal allemand, le Gesamtdeutscher Block et le parti socialiste constatent que la limite des zones n'est pas une frontière douanière et que le commerce intérieur allemand n'est donc soumis à aucune limitation. Par contre, il y a lieu de regretter, estime le député STEGNER (Gesamtdeutscher Block/BHE), que, pour tout le transport en transit, une frontière douanière traverse l'Allemagne de part en part; à la longue, ce fait est insupportable du point de vue optique et psychologique, parce que la division de l'Allemagne n'en devient que plus visible, non seulement pour la population allemande, mais encore pour la population mondiale.

FRANCE

Conseil de la République

La principale objection sous ce chapitre a été portée par M. VALENTIN (Rép. ind.) qui a dénoncé le paradoxe, pour la France, d'adhérer à un traité d'union douanière au moment même où elle se trouve obligée de suspendre les mesures de libération des échanges dans le cadre de l'O.E.C.E. Appuyé par M. DEBRE, l'orateur a plaidé la cause du protectionnisme en soulignant que la France ne saurait renoncer à sa traditionnelle politique douanière de "chances égales" entre l'agriculture et l'industrie, grâce à laquelle son économie est la plus équilibrée d'Europe. Ayant indiqué que l'exportation pour la France n'est qu'un appoint, alors qu'elle est une nécessité vitale pour l'Allemagne, il a déclaré craindre que le Marché commun ne devienne un instrument de généralisation et d'accélération des crises économiques dans les pays les moins exportateurs. Il a dénoncé enfin le risque que les autres pays membres du G.A.T.T. ne prennent des mesures de représailles contre l'institution du tarif extérieur commun par les Six.

M. FAURE a riposté en retournant le premier argument : en effet la protection douanière n'est pas le résultat de la disparité des prix, mais elle en est la cause, et détermine à son tour une stagnation dans de nombreux secteurs. Il faut donc "changer les choses pour briser l'enchaînement des faits". L'orateur a déclaré ensuite qu'il estimait que la prochaine conférence du G.A.T.T. autorisera le régime douanier spécial des six pays du Marché commun.

G. POLITIQUE ECONOMIQUE COMMUNE

ALLEMAGNE

Bundestag

De tous côtés, il a été fait allusion à l'importance d'une politique économique et monétaire uniforme. Mais en même temps, la question a été posée de savoir si, sous ce rapport, le Traité offre les garanties nécessaires et si des conditions monétaires saines ne sont pas d'une manière générale la condition préalable à la création d'une union économique.

Au nom des démocrates-chrétiens, le Professeur FURLER déclare qu'une élimination prochaine des disparités monétaires est aussi nécessaire qu'il est exact que la création de la Communauté ne peut être différée jusqu'à ce que ce but ait été atteint. Faisant allusion au statut spécial accordé à la France, et qui a amené maint critique à parler d'une dérogation au Traité, l'orateur souligne qu'il est juste de déjà tenir compte de la situation monétaire particulière de la France dans le Traité; ce statut est l'expression du caractère réaliste du Traité car il prouve que les parties contractantes tiennent compte de la situation donnée d'un de leurs partenaires et essayent de tirer le meilleur profit de la situation générale. Selon sa conviction, c'est seulement au sein d'une communauté économique que des défauts de structure qui ont conduit un partenaire dans une situation précaire peuvent être éliminés au moyen d'une aide réciproque. Les mesures de retour au protectionnisme, récemment prises par la France, démontrent la nécessité du Traité, car la politique commune qui se développe immunisera mieux les Etats membres contre des crises de ce genre.

Le député ELBRÄCHTER (libéral) partage cette opinion et émet l'avis que ce sera précisément la conclusion des Traités qui permettra à la

France de parvenir plus facilement à une solution financière saine. Naturellement, les mesures récemment prises en France, qui sont, au fond, contraires au but, remplissent également son groupe d'appréhension. Mais elles prouvent précisément à quel point un assainissement monétaire est nécessaire.

L'ignorance totale de la relation monétaire artificielle nuira au succès des Traités, selon l'avis du député MARGULIES (libéral). Les conséquences ne se sont révélées en France que tout récemment. En général, le Traité révèle tout le caractère conservateur dont la France souffre actuellement. Un autre souci des démocrates-libres consiste en ceci que la République fédérale ne pourra maintenir son économie de marché en face d'un système hautement protectionniste - idée qui a également été défendue par le parti des réfugiés (GB/BHE). Pour le député STEGNER, les difficultés résident dans la divergence des deux systèmes économiques de la République fédérale en tant que "pays de l'économie du marché libre avec discipline monétaire" et de la France, "pays à économie dirigiste avec tendance inflationniste". Ce qui reste obscur, c'est comment les deux systèmes peuvent être alliés, car ni les traités ni leurs annexes ne montrent une possibilité définitive de convertibilité monétaire.

Selon le député socialiste DEIST également, cette question dont l'importance est précisément soulignée par ce qui se passe en France, est résolue d'une manière tout à fait insuffisante dans le Traité. A son avis, il eût été possible de régler explicitement l'obligation de la Commission européenne de développer une politique économique et monétaire uniforme. Les problèmes de la politique de conjoncture ainsi que du cours des changes sont réglés par la brève formule disant qu'il s'agit là d'une affaire d'intérêt commun. Et ce qui est dit à l'article 104 sur la balance des paiements souligne d'une manière à peine plus claire l'autonomie des Etats nationaux. Mais rien n'a été

prévu en matière de méthodes et - à l'exception du Comité consultatif monétaire - d'institutions. Une des tâches essentielles du Gouvernement fédéral doit être par conséquent de provoquer une politique économique et monétaire uniforme.

Selon le Ministre des Affaires étrangères von BRENTANO, le Gouvernement fédéral avait également espéré davantage du Traité sur ce point. Mais les engagements y consignés permettent quand même d'espérer qu'une communauté économique fonctionnant vraiment se développera. Tout comme l'application du Traité de la C.E.C.A. a démontré que le Traité doit être interprété selon les exigences économiques, une interprétation extensible pourra s'affirmer pour ce Traité concernant la Communauté économique.

FRANCE

Conseil de la République

Un aspect sur lequel les orateurs favorables ont particulièrement insisté, c'est l'importance de la politique commune dans le cadre de la C.E.E., qui n'est pas seulement une union douanière ou une zone de libre échange (MM. CARCASSONNE, FAURE). D'autre part, MM. ROCHEREAU et DEBRE ont relevé le caractère vague des mesures prévues par le Traité pour réaliser cette politique commune, imprécision qui contraste avec la rigidité des délais de transition entre les étapes et avec l'irréversibilité de ce mécanisme. Si toutefois M. DEBRE voyait dans cette contradiction un argument décisif à l'encontre du système proposé, M. ROCHEREAU considère qu'il était impossible de prévoir toutes les éventualités qui découleront du Marché commun. Par l'établissement d'une politique commune, encore que vague, le Traité corrige les dangers d'une union douanière pure et simple. A ce propos, l'orateur a recommandé la création d'un "conseil national" de surveillance du Marché commun.

H. INSTITUTIONS

ALLEMAGNE

Bundestag

La position du nouveau parlement européen a été qualifiée de point faible du Traité. Le député socialiste MOMMER regrette que d'importantes attributions législatives et des droits de contrôle en matière de politique économique, de commerce extérieur et de politique nucléaire, auxquels les parlements nationaux doivent renoncer, soient transférés au Conseil de Ministres et non à l'Assemblée, qui ne possédera que des droits de contrôle très modestes et aucun pouvoir législatif. M. ELBRÄCHTER (libéral) regrette également cette faiblesse de la fonction du parlement, mais les deux orateurs rappellent l'exemple de l'Assemblée Commune de la C.E.C.A. qui, malgré des stipulations insuffisantes dans le Traité, a su acquérir à la longue des droits remarquables et influencer les décisions de la C.E.C.A. "Nous pouvons donc espérer, pense M. ELBRÄCHTER, qu'un jour ce parlement européen également contrôlera sérieusement l'exécutif."

Le député socialiste MOMMER déclare que la loi de ratification a permis, il est vrai, de soumettre les représentants allemands dans le Conseil de ministres à l'influence du Bundestag et du Bundesrat, mais ce n'est qu'une faible compensation pour la perte de droits et leur non-récupération dans le parlement européen.

M. MARGULIES, porte-parole des démocrates-libres, partage cette opinion. Il ajoute que cela peut être accepté en matière de droits de douane, mais que le devoir d'information et de consultation doit être une chose naturelle dans des pays gouvernés démocratiquement. Les démocrates libres désirent par conséquent la poursuite des efforts dans ce sens, même s'il ne s'agit que de cette petite partie de l'Europe, car un vrai parlement

avec des pouvoirs parlementaires normaux serait un pas de plus dans cette voie.

En ce qui concerne la tâche confiée dans le texte du Traité à l'Assemblée européenne d'élaborer une loi électorale, le député MOMMER (socialiste) espère que la position et les pouvoirs de cette Assemblée lui paraîtront plus importants que la procédure d'élection de ses membres et qu'elle prendra précisément cet article-là comme point de départ d'une action ayant pour but de conférer à l'Assemblée européenne tous les droits auxquels les parlements nationaux renoncent en ratifiant ces traités. C'est, selon l'avis du député MELLIES (socialiste) une des tâches les plus urgentes dans le développement des Traités.

M. von BRENTANO, Ministre des Affaires étrangères, déclare que le Gouvernement fédéral, lui aussi, regrette que les compétences de l'Assemblée n'aient pas pu être développées davantage. Mais il faut s'attendre à ce qu'en cours de fonctionnement et pendant l'évolution future le parlement assume progressivement les compétences et les tâches qui ne lui sont pas attribuées au début par le statut. Ceci a déjà été le cas pour l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et pour l'Assemblée Commune de la C.E.C.A.

A son avis, l'affirmation selon laquelle un certain nombre de droits parlementaires sont supprimés par le Traité est inexacte. Bien que le Conseil et la Commission soient autorisés dans certains cas à prendre des engagements, il ne faut pas oublier que les membres du Conseil sont soumis, pour leur part, au contrôle parlementaire. Il vient s'y ajouter que l'exécution des décisions du Conseil dépend de lois intérieures allemandes. En tout cas, ce sera aussi une des tâches du Gouvernement fédéral de veiller à ce que les trois communautés soient étroitement coordonnées afin d'éviter des cas de double emploi.

Bundesrat

Sans approfondir les Traités en détail, le Bundesrat a uniquement examiné le problème de sa représentation et de sa participation à l'Assemblée européenne. Il a notamment critiqué la loi de ratification, comme il avait déjà fait lors de sa première lecture en demandant à participer aux travaux des communautés européennes, c'est-à-dire à être représenté aux assemblées européennes et, en outre, à être informé des directives que le Gouvernement fédéral transmettra aux représentants allemands au Conseil de Ministres.

M. le sénateur WEBER (Représentant de la ville libre et hanséatique de Hambourg auprès du Gouvernement fédéral) a fait à ce propos, en sa qualité de rapporteur de la Commission des Affaires extérieures, les déclarations suivantes :

Les pouvoirs des Etats membres sont diminués dans la mesure où des attributions souveraines sont transférées aux nouvelles institutions communautaires afin de leur permettre d'atteindre les objectifs économiques et politiques fixés par les Traités. Lorsqu'il s'agit d'Etats centralisés, ce qui est le cas pour toutes les parties au Traité sauf la République fédérale, seul l'Etat, qui exerce les droits de souveraineté, doit abandonner une partie de ces droits.

La situation est différente dans la République fédérale où les Laender et le Bund exercent des droits de souveraineté. Ce sont donc à la fois le Bund et les Laender qui doivent abandonner certains pouvoirs aux communautés européennes. Or, les Laender ne participeront plus à l'avenir à l'exercice des droits qui leur appartenaient jusqu'à présent et ils ne seront pas en mesure de "contribuer à orienter les décisions des institutions de la Communauté économique". Le Bund, par contre, sera représenté aux institutions européennes, et, par conséquent, il participera à l'exercice des droits de souveraineté (transférés à la

Communauté). De plus, il sera appelé à exercer des droits qui appartenaient précédemment aux Laender et qui échappaient jusqu'à présent à son influence. Si le Bundesrat demande à participer aux travaux de la Communauté européenne, c'est pour préserver le caractère fédéral de la République de l'Allemagne de l'Ouest malgré sa participation aux communautés européennes.

La tentative de tenir le Bundesrat à l'écart des organisations européennes impliquerait des modifications considérables du système fédéral de la République de l'Allemagne de l'Ouest.

Il est vrai que le Bundestag s'est conformé aux désirs du Bundesrat en insérant dans la loi de ratification, après sa première lecture, un alinéa aux termes duquel le Gouvernement fédéral s'engage à informer le Bundesrat des communautés européennes. Par contre, il n'a pas répondu à la demande du Bundesrat de participer aux travaux de l'Assemblée.

Finalement, le Gouvernement fédéral, conscient du fait que le veto du Bundesrat pouvait mettre en danger la ratification des Traités, s'est déclaré disposé à prévoir dans une loi spéciale sur la désignation des représentants allemands à l'Assemblée une participation équitable du Bundesrat ce qui a provoqué, à la Commission des Affaires extérieures, l'approbation des Traités.

Selon M. SIEMSEN (Ministre des Affaires fédérales du Land Rhénanie du nord-Westphalie), cette déclaration du Gouvernement fédéral n'est pas suffisante pour répondre aux vœux du Bundesrat en ce qui concerne sa représentation à l'Assemblée européenne. C'est pourquoi, il a réitéré la demande que le Land Rhénanie du nord-Westphalie avait déjà formulée lors de la première lecture, de saisir la commission d'arbitrage du problème de la représentation du Bundesrat.

Répondant à cette proposition, M. von MERKATZ (Ministre des Affaires du Bundesrat et Mi-

nistre fédéral de la Justice) a déclaré au nom du Gouvernement fédéral que la désignation des représentants allemands à l'Assemblée devait être réglée par une loi spéciale tenant compte de la liaison qu'il est souhaitable de maintenir entre l'Assemblée Commune, l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe et l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. Le Gouvernement fédéral estime que le Bundesrat doit être représenté de façon appropriée à l'Assemblée européenne. Le projet de loi du Gouvernement fédéral sur la désignation des représentants allemands sera conforme à cette déclaration et aménagé de manière à ce que la procédure législative réponde au vœu exprimé par le Bundestag.

A la suite de cette déclaration, la proposition tendant à saisir la Commission d'arbitrage a été rejetée avec une forte majorité.

FRANCE

Assemblée Nationale

Le Gouvernement a expliqué pourquoi il avait été amené à accepter des institutions communes (Assemblée, Cour). Pour éviter des conflits de compétence, mais surtout parce que les décisions de chacune des Communautés doivent être fondées sur une perspective d'ensemble de la situation économique.

C'est à la demande des co-signataires des Traités et des assemblées européennes déjà existantes, et aussi en raison du plan britannique de constitution d'un ensemble parlementaire européen unique, qu'il a été décidé de créer une seule assemblée pour les trois communautés.

Quant à la structure institutionnelle prévue par les Traités, elle s'écarte de celle de la C.E.C.A. en raison de l'ordre différent des problèmes à résoudre : l'accent est mis non plus sur l'organisation en commun d'un secteur préalable-ment isolé, mais sur l'harmonisation progressive

de l'ensemble des structures et des politiques économiques.

Le rapport de la Commission des Affaires étrangères et celui de la Commission des Finances ont regretté que les institutions ne soient pas dotées de ressources propres. C'est là, pour elles, une source de faiblesse. Un léger prélèvement sur les sources et les différentes catégories d'énergie, à l'instar de la C.E.C.A., a été suggéré.

Certains ont jugé les attributions de l'Assemblée et du Conseil économique et social trop limitées.

Le souhait a été formulé de voir le Conseil économique et social pouvoir, de sa propre initiative, examiner tout problème en rapport avec sa mission et émettre des avis.

La Commission des Affaires étrangères a souligné d'une part que la Banque d'investissements n'est qu'un instrument de complément et non un instrument dont le rôle sera décisif dans les investissements européens, d'autre part que le Fonds social européen ne fonctionnera qu'à la mesure de l'effort de chacun des pays et ne peut se substituer en rien à l'effort national.

La Commission de l'Education nationale a regretté que la création d'un laboratoire central, chargé d'étudier les produits étrangers nouveaux - notamment alimentaires et pharmaceutiques - entrant dans la Communauté, n'ait pas été envisagée.

Des orateurs ont demandé la création d'un Commissariat européen économique du Plan, organe consultatif qui coopérerait avec l'O.E.C.E.; d'instituts spécialisés pour le développement de la recherche, de la technique du commerce, et d'instituts européens pour les hommes appelés à diriger les grandes affaires commerciales; des laboratoires européens pour la propriété industrielle et les brevets; d'un Conseil spécial de surveillance de l'harmonisation des charges sociales; d'un service

européen d'inspection du travail; d'une Commission européenne chargée d'établir une convention collective européenne; d'un pool de l'énergie; d'un Groupe de travail dirigé par six hommes politiques (un par pays) chargé de penser, préparer, proposer et suivre la politique agricole commune; d'une section spécialisée pour l'outre-mer au sein du Conseil économique et social; d'une composition paritaire du Comité consultatif spécial de l'Agence d'approvisionnement.

On peut rattacher aux attributions des institutions les lacunes relevées dans le Traité C.E.E. lors des débats :

a) les modalités du marché commun, c'est-à-dire de l'union douanière sont mieux réglées et plus précises que celles de l'organisation de la Communauté économique et de la définition d'une politique commune aux Six;

b) le parallélisme insuffisant entre le désarmement douanier et l'augmentation des contingents d'une part, l'harmonisation des conditions de production et notamment les charges sociales d'autre part;

c) le risque des investissements étrangers se précipitant dans un seul pays de la Communauté;

d) l'absence, dans le Traité, de dispositions relatives à la coordination des investissements;

e) la négligence du Traité à l'égard des perspectives d'évolution des productions sous l'effet de la recherche scientifique et du progrès technique, alors qu'un effort d'harmonisation des législations des six pays en matière de propriété industrielle s'impose (le régime et la signification des "brevets" étant différents dans chacun des six pays);

f) des mesures particulières à prendre en vue de l'unification des législations pharmaceutiques (les producteurs des Six doivent être soumis aux mêmes obligations : contrôle et inspection, publicité, remboursement par les organismes de sécurité sociale);

g) l'utilité de faire participer les maires à l'étude des problèmes humains et sociaux, ainsi que la nécessité de développer le crédit communal européen;

h) la discussion par les six gouvernements de la recommandation de l'Assemblée du Conseil de l'Europe relative à une convention européenne des droits sociaux et économiques;

i) l'établissement d'une liaison permanente entre la conférence européenne de l'agriculture et les experts agricoles des six pays a été réclamé (le Gouvernement a accepté).

Touchant la composition des institutions, il a été demandé :

a) au Conseil économique et social, la représentation des mouvements familiaux dans la catégorie "intérêt général"; de même, la représentation des cadres;

la représentation de l'agriculture par des personnalités qualifiées (le Gouvernement a accepté);

b) à l'Assemblée Commune notamment, les représentations des territoires d'outre-mer;

c) à la Commission européenne, la présence de personnalités agricoles (le Gouvernement a accepté);

d) à la section "Transports" du Conseil économique et social la participation de fonctionnaires stables;

e) au Conseil de Ministres, la participation des ministres de l'agriculture.

L'accent a été mis sur l'importance du rôle que joueront les fonctionnaires des Communautés. Interrogé, le Gouvernement a déclaré être disposé à favoriser la création d'une fonction publique européenne.

ITALIE

Chambre des Députés

Selon M. LA MALFA (républicain), la Communauté économique européenne représente un important progrès pour la C.E.C.A., quant à l'organisation générale, et non par secteurs, de l'économie européenne. D'un autre point de vue, le traité de la C.E.E. se différencie du traité de la C.E.C.A. Alors que ce dernier a aboli par des règles bien précises et automatiques toutes les entraves à la libre circulation des produits, et toutes les pratiques restrictives, et a prévenu toutes les crises possibles dues au passage de l'ancien système au nouveau, en conférant un grand pouvoir de remise en équilibre à la Haute Autorité, le traité de la C.E.E. a peu de règles automatiques rigoureuses de libération. Pour cette raison, il prévoit des pouvoirs insuffisants pour le rétablissement de l'équilibre et est essentiellement révocable à tout moment par chacun des Etats. Le pouvoir de décision, qui, dans la C.E.C.A. est confié à la Haute Autorité, est passé dans la sphère du Conseil de Ministres et des Etats, ce qui constitue un pas en arrière sur les expériences déjà faites. En effet, il est évident que le fait d'attribuer la "potestas deliberandi" à une unanimité ainsi qu'une majorité d'approbations représente un pas en arrière sur le chemin d'une organisation supranationale.

Cette thèse du "pas en arrière" a été reprise également par MM. DI BERNARDO (démocrate-chrétien) et BARTESAGHI (démocrate-chrétien dissident) lequel a ajouté que toute l'admiration mani-

festée pour la C.E.C.A. ne trouve aucun fondement sérieux dans la réalité, du fait que l'augmentation de la production a été le fruit d'une conjoncture exceptionnellement favorable, et d'autre part, aucun résultat n'a été obtenu en ce qui concerne les autres objectifs de la Communauté.

La formation du Marché commun comporte, selon M. LOMBARDI (P.S.I.), la nécessité d'une intervention centrale beaucoup plus poussée que ce qui a été constaté jusqu'à présent. Il est nécessaire de placer à la base du Marché commun un plan économique de développement collectif commun aux Etats participants, c'est-à-dire une politique commune qui seule peut donner une raison d'être au Traité. De là vient la méfiance du parti socialiste à l'égard du Traité.

M. MARTINO, ex-Ministre des Affaires étrangères, a réfuté la thèse du "pas en arrière" en ce qui concerne la C.E.C.A. en affirmant que, s'il n'existe pas d'organe supranational véritable et approprié, des pouvoirs supranationaux sont prévus pour les organes de la Communauté; au fur et à mesure que se déroule la période transitoire, on passe d'un système fondamentalement intergouvernemental à un système principalement supranational.

Un examen approfondi sur le plan juridique des pouvoirs confiés aux organes des nouvelles institutions a été effectué par M. MASTINO. On se trouve ici, a-t-il dit, en face de traités dont l'application est confiée non pas à chacun des contractants, comme il eût cependant été possible de faire, mais à un organisme communautaire distinct des pays membres et par conséquent représenté comme autonome.

Il a été affirmé, a dit l'orateur, que le Conseil de Ministres est formé des Ministres de chaque Etat; or, pour stabiliser la nature juridique d'un organe, il est plus important de veiller au mode de fonctionnement ainsi qu'aux modalités de formation. A son avis, il est évident que les

Ministres, quand ils se réunissent en conseil, délibèrent en collège, comme organe de la Communauté et non comme porte-parole de la volonté des Etats respectifs. Même si chaque Ministre se fait le porte-parole des intérêts de son propre Etat, il concourt à former la volonté de l'organe commun, même si elle révèle des reflets des aspirations représentées par lui. Il est en effet de l'intérêt de la Communauté d'accorder, et non pas de sacrifier l'un quelconque des intérêts exprimés, spécialement des Etats les plus faibles.

Il a fait ressortir en outre que le vote à l'unanimité est prévu seulement comme exception pour la première période d'application du Traité; ensuite, les votes auront lieu à la majorité, c'est-à-dire que le Conseil aura la possibilité de faire prévaloir la volonté propre d'un organe souverain et collectif même contre la volonté expresse de certains Etats membres.

Egalement pour ce qui concerne les autres organes, M. MASTINO estime qu'ils offrent des éléments suffisants pour mettre en valeur la souveraineté.

La Commission est formée, elle aussi, de représentants désignés par les Etats membres, mais le Traité fixe leurs tâches, les libérant de tout mandat impératif, parce que ceux-ci tout en soutenant des raisons particulières, devraient toujours argumenter et délibérer en se plaçant sur un plan européen. Il s'agit par conséquent d'un organe souverain et la même chose peut être affirmée au sujet de l'Assemblée. Cette dernière est dotée de pouvoirs limités, d'une façon générale. Mais il en est un important : celui de renverser le Gouvernement, c'est-à-dire la Commission, par un vote de censure. Il est évident qu'au-delà de cette compétence, il existe une vaste sphère d'autres pouvoirs qui ne sont pas définitifs mais qui peuvent être décisifs, parce qu'il est logique que, si les députés sont pourvus de la compétence nécessaire, leur contrôle continuél aura une influence décisive

sur l'activité de la Commission, et l'Assemblée devra, de cette manière, exercer assez souvent une fonction purement législative. Toutefois, l'Assemblée qui semble, "per tabulas", l'organe le plus faible, peut devenir l'organe essentiel de la Communauté : même le fait que celle-ci sera composée de députés nationaux ne doit pas préoccuper, parce que ces derniers se regrouperont selon leur orientation politique, donnant ainsi à l'Assemblée une forme typiquement communautaire et donc supranationale.

Pour conclure, l'orateur a dit qu'il se trouve en face d'une institution juridique et de pouvoirs souverains propres : exécutif, judiciaire et législatif. On pourrait objecter que cet organe n'a pas la possibilité de sanctionner; mais il n'est pas exact que chaque ordonnance émanant de l'organe souverain doive être pourvue d'une sanction; et si cela vaut pour le droit intérieur, il n'y a pas de doute que c'est également valable pour le droit international.

L'article 3 de la loi de ratification, qui avait déjà donné lieu à discussion au sein de la Commission spéciale, a suscité diverses observations pendant la discussion en séance plénière et a provoqué une proposition d'amendement présentée par MM. GULLO et BERTI, tous deux communistes, et une autre proposition identique présentée par M. Riccardo LOMBARDI et par 14 autres députés, appartenant tous au parti socialiste.

L'article 3 stipule que "les membres italiens de l'Assemblée prévue ... (etc.) sont élus par la Chambre des Députés et par le Sénat de la République parmi les propres membres au nombre de 18 pour chaque chambre". L'amendement présenté tendait à inscrire le principe de la représentation de la minorité. M. GULLO, en présentant l'amendement, a qualifié d'antidémocratique le principe discriminatoire qui exclut de la représentation les représentants de l'opposition, d'autant plus que les Traités créent des assemblées supra-

nationales, à élire - en un deuxième temps - par le suffrage universel et direct, ce qui implique le caractère démocratique des nouvelles organisations. M. LOMBARDI, à son tour, a attiré l'attention de la Chambre sur les effets délétères dus à la discrimination adoptée dans l'élection de la représentation française et italienne à la C.E.C.A.

Le ministre PELLA a fait observer qu'il est de l'intention du Gouvernement de ne pas préjuger, avec la formule proposée, de la volonté du parlement sur le mode d'élection de ses propres représentants. M. DOMINEDO (démocrate-chrétien) a toutefois ajouté que doivent participer à la construction de l'Europe seuls ceux qui lui font confiance et qu'on ne peut pas y admettre les adversaires de l'Europe.

L'amendement, mis aux voix, a été rejeté.

Sénat

Dès l'ouverture des débats, M. PASTORE, communiste, a posé la question préalable tendant à ajourner la discussion des Traités, vu l'importance des décisions qui en forment le contenu et vu la proximité des élections. L'orateur a la conviction que les Traités auront des répercussions immenses, incalculables, pour toute la vie nationale, au point de bouleverser l'ordre constitutionnel en remettant en discussion les rapports entre les Etats et entre l'Etat et les citoyens.

MM. FERRETTI, mouvement social, DE PIETRO, démocrate-chrétien, et LUSSU, socialiste, s'opposent à la question préalable qui, mise aux voix, est rejetée.

M. JANNACCONE, groupe mixte, pose une question suspensive de procédure. Celle-ci réglée, la discussion générale est ouverte.

Faisant état de l'expérience de la C.E.C.A., M. MARIOTTI, socialiste, affirme que cette organisation, même si elle n'a pas produit dans l'ensemble

les résultats les plus heureux, n'a absolument pas été un élément négatif de l'intégration européenne. Sans doute il existe un processus d'intégration de l'économie européenne, mais il serait absurde de ne pas apercevoir derrière les valeurs européennes l'ombre des Etats-Unis et de leur politique anti-soviétique. Les institutions de la Communauté économique manquent de pouvoirs supranationaux appropriés. Il est nécessaire que l'Italie procède à une option politique en faveur du dirigisme économique.

M. GUGLIELMONE, démocrate-chrétien, a rappelé les bienfaits de la C.E.C.A. et a traduit la nécessité d'une adaptation des structures économiques nationales aux fonctions que leur assigne le marché commun.

M. SPANO, communiste, considère les Traités dans le cadre de la politique générale. Il affirme que s'ils ne manquent pas d'éléments positifs, ils apparaissent néanmoins comme l'expression de la peur d'une confrontation du capitalisme et du socialisme.

M. AMADEO, P.R.I., a réfuté les critiques adressées au traité instituant la Communauté économique européenne, qui manquerait, contrairement à la C.E.C.A., d'un pouvoir central efficace. En réalité, répond l'orateur, la critique est sans fondement, puisqu'avec la C.E.E. il s'agit de l'unification économique générale, et il a été nécessaire de prévoir des clauses de sauvegarde, ce qui n'a pas été sans se répercuter sur la structure des institutions. D'autre part, s'il est vrai que dans la nouvelle Communauté le pouvoir de décision appartiendra essentiellement au Conseil, il n'en reste pas moins que la Commission économique aura des pouvoirs d'initiative, elle devra obligatoirement être consultée par le Conseil quand il s'agira des décisions les plus importantes; elle peut donc être également regardée comme une institution supranationale, fût-elle embryonnaire.

M. CARBONI, démocrate-chrétien, a examiné les aspects institutionnels du traité instituant la Communauté économique européenne. Pour comprendre la nature juridique de cette organisation, il faut voir, non pas la nature de son acte de naissance, mais bien les compétences que celui-ci attribue. L'étude du Traité montre que si les institutions de la Communauté doivent en certaines matières collaborer avec les gouvernements et coordonner l'action, dans d'autres cas, elles ont un indubitable pouvoir délibérant. Le Conseil détient les pouvoirs plus larges ou de caractère plus nettement obligatoire. Il appartient notamment à la Commission de proposer au Conseil les mesures à prendre et de faire rapport au Conseil et à l'Assemblée.

Le contrôle institutionnel de l'Assemblée est très large, puisque son exercice peut aboutir au vote de la motion de censure et à la démission de la Commission. L'orateur évoque les attributions de la Cour de Justice et il conclut en déclarant que deux éléments sont nécessaires pour déterminer la nature juridique de la Communauté : elle a la personnalité juridique sur le plan international, puisqu'elle peut conclure des accords internationaux; elle ne dépend pas des Etats qui ne peuvent la supprimer sans l'assentiment du Conseil.

M. SARNEK LODOVICI affirme que les Traités revêtent deux importants aspects. Le premier est négatif. Les Traités n'ont pu se hisser au-delà des vieilles formes d'association entre Etats souverains. A cet égard, la C.E.C.A. est plus progressiste, puisqu'elle est gouvernée par une Haute Autorité indépendante des gouvernements, tandis que le Conseil de la Communauté économique sera l'expression directe des gouvernements signataires. Le second aspect est positif. Il concerne la volonté d'unité politique qui a permis la création de la Communauté, après que dans les six pays, il a fallu lutter contre bien des réticences et des difficultés.

M. DE MARSICO, P.N.M., s'oppose à la thèse des rapports gouvernementaux, qui enlèverait aux institutions leur caractère supranational. Le contenu des deux Traités ne peut et ne doit pas se réduire à de telles conceptions, car on a effectivement affaire à une organisation supranationale, ou mieux, superétatique. Ce ne sont pas là querelles byzantines, parce qu'en affirmant que la Communauté représente les peuples des Etats membres, autant dire que l'on va au-delà des Etats pour atteindre les peuples qui trouvent dans les Traités les instruments de leur organisation.

M. SANTERO, démocrate-chrétien, rapporteur de la majorité, déclare qu'il est erroné de voir dans la Commission européenne une véritable institution dynamique et dans le Conseil un frein lorsque la Commission et le Conseil se trouvent en face d'une double réalité : la Communauté à édifier et les légitimes intérêts nationaux à respecter. L'orateur met en relief l'importance de l'Assemblée, à laquelle appartient un contrôle direct et précis de la Commission. Un autre pouvoir d'importance est la compétence consultative à l'égard du Conseil.

En conclusion de la discussion, M. PELLA, Vice-président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères, a déclaré qu'une des caractéristiques essentielles du traité instituant la C.E.E. est à la fois d'être commode et honnête; il tient compte aussi bien de la réalité économique que de la réalité politique de l'Europe. En effet, le Traité établit des normes assez flexibles, dans l'hypothèse que la rigidité est ennemie de la stabilité. Les clauses dites de sauvegarde, qui ont troublé tant de consciences, sont l'instrument le plus apte à résorber les difficultés qui, même si elles se limitent au début à un seul pays, ne tarderont pas à faire sentir leur répercussion dans tous les autres pays.

En théorie, les négociateurs du Traité auraient pu se proposer de renforcer les pouvoirs de

la Commission pour en faire un organisme chargé de diriger l'économie européenne; mais ainsi on aurait délibérément fermer les yeux devant la réalité. En effet, même si l'on souhaite l'avènement rapide d'un gouvernement européen, les intérêts nationaux jouent encore un rôle dans les décisions communes. Ceci n'implique pas bien entendu que l'individualité généralement reconnue des forces nationales qui convergent dans le Conseil de Ministres, s'exprimera dans un veto, car le principe de la majorité assurera le fonctionnement du système.

I. ZONE DE LIBRE ECHANGE

ALLEMAGNE

Bundestag

Le projet d'une zone européenne de libre échange a été approuvé à l'unanimité par tous les partis, les démocrates-libres et le "Gesamtdeutscher Block" regrettant toutefois qu'elle ne soit pas réalisée en même temps que le Marché commun. Selon l'avis des démocrates-libres et du "Gesamtdeutscher Block", la Communauté économique signifie une solution petite-européenne qui exclut le reste de l'Europe libre, qui va même jusqu'à scinder le marché européen, tandis que des pays aussi importants que la Grande-Bretagne, la Scandinavie et la Grèce ne peuvent pas être ignorés. "Nous sommes prêts", déclare le député MARGULIES pour les démocrates-libres, "à soutenir de toutes nos forces la délibération sur la zone de libre échange". Mais les négociations ont traîné et l'on ne peut donc méconnaître pourquoi les Traités qui auraient pour conséquence une "union de la plus petite Europe" sont poussés à tel point et ne sont pas élaborés de pair avec les négociations concernant la zone de libre échange.

Le "Gesamtdeutscher Block" n'aurait pu donner son accord, comme l'expose le député STEGNER, que si la zone de libre échange entraînait en fonction le même jour que le Marché commun. "Nous craignons que l'évolution petite-européenne qui se prépare ici par suite de l'exclusion de la zone de libre échange, n'empêche fortement la formation d'une Europe intégrale, si elle ne la bloque pas à tout jamais ... Ce n'est plus tant dans le domaine économique que nous voyons l'importance de la zone de libre échange - bien qu'elle soit considérable - que dans le domaine politique ...". Si l'orateur souligne que son parti est prêt à coopérer à une évolution paneuropéenne, il fait toutefois entendre que pour lui il ne peut s'agir que

d'une évolution qui rendrait possible l'adhésion ultérieure des pays du bloc de l'Europe orientale. Le "Gesamtdeutscher Block" ne croyant pas que la solution petite-européenne sert ce but, il ne peut pas approuver le Traité.

Les craintes au sujet d'une petite Europe ne sont pas partagées par les autres partis. D'après le professeur FURLER (démocrate-chrétien) la Communauté des Six ne signifie pas la fin d'une évolution mais le point de départ d'autres relations économiques. Ce n'est que sur la base de la Communauté économique que la zone de libre échange, à la réalisation de laquelle tendent tous les efforts, pourra être créée - avis défendu également par les libéraux - car c'est le fait de la Communauté des Six qui a été déterminant pour l'orientation nouvelle de la politique européenne de la Grande-Bretagne.

Les députés socialistes, MOMMER et DEIST, se montrent tout à fait favorables, mais un peu sceptiques quant à la réalisation de la zone de libre échange. Le premier déclare que les textes des Traités ne facilitent pas l'adhésion de nouveaux membres, chaque Etat ayant un droit de veto. Le second souligne les difficultés qui empêchent encore sa réalisation et constate que des progrès pratiques ne sont vraisemblablement pas en vue. Malheureusement, il n'a pas encore été donné de réponse à la plus importante question préalable, qui est de savoir si l'on veut se limiter essentiellement à une réduction des droits de douane ou si l'on pense aussi à une coopération plus large dans le cadre de la zone de libre échange. Dans ce domaine, le Gouvernement fédéral doit montrer plus d'initiative et être aussi plus ouvert à l'égard des Etats qui n'ont pas participé aux négociations jusqu'à présent. Selon l'avis du parti socialiste, la réalisation d'une zone de libre échange est une condition préalable décisive au bon fonctionnement du Marché commun.

M. HELLWIG (démocrate-chrétien) découvre les difficultés principales non pas chez nous mais

dans les intérêts différents des pays participants. L'agriculture en est un exemple; elle voudrait voir exclure la Grande-Bretagne, mais inclure la Scandinavie. La solution se trouverait peut-être dans un système de libre échange différencié qui satisferait les deux désirs, c'est-à-dire dans un arrangement avec la Grande-Bretagne comportant l'exclusion de l'agriculture et avec la Scandinavie incluant cette dernière. Eu égard aux difficultés de ce genre, le but n'aurait certainement pas été atteint en voulant forcer tout de suite une solution paneuropéenne. Par conséquent, il est juste de progresser comme prévu.

Le Ministre des Affaires étrangères von BRENTANO a souligné la même idée; à son avis, les conversations concernant la zone de libre échange cesseraient en cas d'échec du Marché commun. Aussi est-il juste de dire : "Faisons ce qui est possible en ce moment", et cela c'est la réalisation de la Communauté économique, "qui doit être ouverte et non créer une nouvelle pensée autarcique". Le Gouvernement fédéral ne manquera pas de la bonne volonté nécessaire de tout faire pour favoriser le Marché commun, en laissant une zone de libre échange exercer toute son influence économique.

FRANCE

Assemblée Nationale

La non-existence d'un choix entre Marché commun et zone de libre échange a été mise en lumière. Les projets relatifs à l'établissement de cette dernière, en effet, n'auraient jamais vu le jour sans le traité de C.E.E.

A ceux qui proposaient une zone de libre échange comme solution de rechange, le Gouvernement a opposé que celle-ci ne fournissait pas les garanties exigées par le parlement français lors du débat de pré-ratification. Zone de libre échange signifie suppression pure et simple des droits de douane et du contingentement, donc concurrence bien plus dangereuse que dans le Marché commun.

Le rapport de la Commission des Affaires étrangères sur le traité C.E.E. a énuméré les difficultés rencontrées par l'établissement d'une zone de libre échange :

- a) la participation des pays de la Communauté à la zone pourrait faire apparaître des disparités supérieures à celles que le traité de Rome a cherché à neutraliser (par exemple, accession à cette zone de pays à économie et législation sociale très avancées, ou au contraire arriérées);
- b) l'inclusion nécessaire de l'agriculture;
- c) le parallélisme nécessaire entre la réalisation de la zone et celle de la Communauté (l'automatisme pour la zone ferait perdre à la France les garanties de l'article 8 du traité CEE.);
- d) le risque d'une influence française moindre dans la zone que dans la Communauté (nombre de participants).

La Commission de l'Agriculture de l'Assemblée Nationale, comme celle de l'Assemblée du Conseil de l'Europe est, a priori, hostile à une zone de libre échange. Dans celle-ci, en effet, pas d'organisations communes, par d'harmonisation des coûts de production, pas de régime préférentiel, concurrence trop souvent artificielle.

La poursuite de négociations en vue de l'établissement d'une zone de libre échange a été demandée.

J. REUNIFICATION DE L'ALLEMAGNE

ALLEMAGNE

Bundestag

Une question concernant spécialement la République fédérale, mentionnée par le parti socialiste mais surtout soulevée par les démocrates-libres et le parti des réfugiés (GB/BHE) est celle de savoir quels effets rétroactifs la Communauté économique européenne aura sur les perspectives de réunification de l'Allemagne.

Selon l'avis du député socialiste MOMMER, la Communauté économique ne peut être dirigée en aucun cas contre l'Union Soviétique, comme par exemple la C.E.D. l'aurait été en tant qu'intégration militaire. Elle doit être indépendante de l'opposition de l'Est contre l'Ouest; toute pensée dirigée contre quelqu'un lui nuirait et nuirait particulièrement aux intérêts allemands en matière de réunification. La question de savoir si celle-ci se réalisera rapidement ou lentement et s'il y a des chances pour que l'Allemagne réunifiée puisse rester dans les Communautés européennes dépendra largement de la mesure dans laquelle la politique européenne pourra rester exempte de tendances anti-bolchéviques. Le député MOMMER critique en outre au nom du parti socialiste le fait que la déclaration du Gouvernement fédéral concernant le non-engagement du Gouvernement d'une Allemagne réunifiée, engagement auquel la plus grande importance est attachée, ne soit pas devenue partie intégrante des Traités. Son collègue de groupe DEIST, toutefois, souligne finalement la conviction du parti socialiste que, contrairement à toutes les tentatives faites jusqu'à présent, le Traité n'élève pas d'obstacles graves à la réunification, et ce pour trois raisons : 1° la suppression des idées impérialistes et militaristes; 2° la construction organique à longue échéance dans le courant de 12

à 15 années; 3° la continuation du commerce international en tant qu'affaire intérieure allemande, ce qui offre à la politique du Gouvernement fédéral la possibilité de poser dans ce domaine les contre-poids nécessaires.

Les démocrates-libres et le parti des réfugiés (GB/BHE) craignent que l'adhésion de la République fédérale à la Communauté économique européenne n'aggrave encore la division de l'Allemagne et n'empêche toutes les tentatives de réunification.

Le député libéral MARGULIES expose à ce sujet que des hommes politiques français ont déclaré à Rome que la France ne pourrait pas coopérer si 70 millions d'Allemands étaient réunis. Mais étant donné que la France s'est réservé le droit de donner son approbation à un statut de réunification, il faut se demander si ce Traité ne constituera pas un jour un obstacle très sérieux.

Le Prince de LÖWENSTEIN (libéral) dit que le fait de prétendre que la France ne veut pas la réunification constitue une affirmation sans fondement et par surcroît dangereuse, pour laquelle il n'y a pas de preuve et qui ne peut être que propre à créer la mésentente entre les pays.

Le député STEGNER (parti des réfugiés GB/BHE) fait remarquer qu'une adhésion unilatérale de la République fédérale à une fédération d'Etats occidentaux pourrait avoir pour conséquence qu'un beau jour la République fédérale ne soit plus considérée comme Etat indépendant par les Russes, ce qui empêcherait toute réunification. En outre, la réunification doit passer avant la solution supranationale comme étant le problème national de la République fédérale, tout comme, par exemple, la France a prétendu - avec raison - n'adhérer à la Communauté économique que si la question de ses territoires d'outre-mer est réglée en tant que problème national, de même que la Grande-Bretagne a déclaré que les intérêts du Commonwealth ont la priorité sur la zone de libre échange.

A ces objections, M. ELBRÄCHTER (libéral) répond que l'unification de l'Europe faciliterait plutôt la réunification de l'Allemagne. Car ce ne serait qu'en commun avec l'Europe et l'Ouest libre que le Gouvernement fédéral serait un négociateur d'égal à égal. Et les Russes ne seront disposés à négocier que quand ils auront reconnu que l'Ouest ne peut plus être divisé - ce qu'ils essaient sans cesse de retarder.

Selon le Ministre des Affaires étrangères von BRENTANO, le Gouvernement fédéral est également de l'avis que les traités ne poursuivent pas de tendances antibolchéviques. Ils servent au contraire les intérêts de ceux qui font partie de la Communauté sans aucun doute aux intérêts légitimes du peuple allemand en-deçà et au-delà de la limite des zones.

FRANCE

Assemblée Nationale

Des inquiétudes se sont manifestées quant à l'évolution du problème allemand.

Seule des six partenaires, l'Allemagne pourrait en cas de réunification, se retirer des Communautés.

D'autre part, il n'existe pas de tarification douanière entre les deux Allemagnes et on se trouve en réalité devant un Marché commun non à six, mais à sept.

Le Gouvernement a précisé qu'à son avis la disparition de l'un des membres de la Communauté vaudrait dissolution de celle-ci. La France sera partie au traité de réunification. Si ce dernier ne fixait pas les obligations de l'Allemagne réunifiée, la France aurait, comme d'ailleurs les autres partenaires, le droit de quitter la Communauté.

K. DIVERS

FRANCE

Assemblée Nationale

- Charges fiscales -

Certains ont souligné que les différences entre les régimes fiscaux des six pays sont aussi importantes pour le Marché commun que les différences entre charges sociales et charges salariales de la production.

Le régime des impôts conditionne le mouvement des capitaux, donc l'implantation économique. De plus, la libre circulation des capitaux amènera l'argent à se placer là où il sera le moins imposé.

Pour la France, l'alternative sera : ou adopter un régime fiscal favorable; ce qui implique des incidences budgétaires, - ou refuser de faire bénéficier d'avantages les capitaux investis - et les capitaux iront s'investir ailleurs.

Deux autres problèmes sont aussi posés : celui de la différence de charges militaires entre la France et l'Allemagne, celui du renforcement par les U.S.A. de leurs filiales européennes.

Le Gouvernement a, en soulignant les difficultés auxquelles se heurte la comparaison des budgets des divers pays, rappelé que le Traité confie à la Commission européenne le rôle de conseil auprès des six Gouvernements pour pousser le plus loin possible les harmonisations fiscales.

Quant à l'inégalité entre le système de la France et celui des cinq autres pays, elle ne jouera pas contre la France dans la concurrence internationale. En effet, le Traité permet de rembourser à l'exportation les impôts indirects payés dans le pays producteur et de faire supporter aux produits les impôts indirects du pays consommateur.

- Le Traité et la souveraineté nationale -

Si la plupart des adversaires des Traités ont vu en ceux-ci l'effacement de la France à plus ou moins brève échéance, certains de leurs partenaires ont exprimé des craintes quant à leur effet sur la souveraineté nationale.

Par exemple, les Traités de commerce ont toujours reposé sur des concessions réciproques. La France, pays agricole, pays aussi à production artisanale, se trouve dans une situation différente de celle de ses partenaires. La substitution d'une politique commerciale communautaire risque donc de porter atteinte à la souveraineté française, car la politique commerciale traditionnelle est l'un des moyens de la politique étrangère.

Au bout de quelques années, ce seront les organismes européens, où les représentants de la France sont en minorité, qui prendront les décisions à la majorité qualifiée. Le Parlement français sera donc dessaisi.

Le Gouvernement a expliqué que le sens des Traités était d'opérer des transferts de compétence.

- Où mène l'Europe des Six ? -

Si la nécessité d'une réconciliation franco-allemande est incontestée, les jugements diffèrent quant aux aboutissements de l'Europe des Six.

Pour les communistes, la "petite Europe" s'identifie à une coalition militaire, dangereuse pour la paix, et appelée à être dominée par l'Allemagne de l'Ouest, sous le contrôle des U.S.A. Elle aboutira à une communauté politique, c'est-à-dire à un nouvel Etat européen dirigé par les capitalistes d'Outre-Rhin et d'Outre-Atlantique, la France se voyant réduite au rang de simple province.

Il fallait suivre les propositions soviétiques de coopération européenne.

Pour certains radicaux, la C.E.E. conduit à une fédération. Etant donné la situation actuelle de l'économie française, le Marché commun signifie hégémonie économique d'un autre pays, donc pouvoir fédérateur situé à Bonn.

Pour les progressistes, les Six resteront les Six, c'est-à-dire une toute petite partie de l'Europe. Ce sera le triomphe des grands industriels et des Konzerne, la défaite des travailleurs et des consommateurs. Les autres pays d'Europe ne se joindront pas à la Communauté, soit parce que leurs intérêts sont divergents, soit à cause de leur neutralité, soit enfin parce qu'ils sont trop sous-développés.

Mieux aurait valu développer les liens existants au sein du Conseil de l'Europe et de l'O.E.C.E.

Les républicains-sociaux voient dans l'Europe des Six une Europe de sacristains et de technocrates, dans laquelle la place d'une Allemagne qui aspire avant tout à refaire son unité sera prépondérante. A cette construction, ils opposent l'idée d'une association d'Etats souverains dotée d'un minimum d'organismes communs (assemblée unique composée de délégués des Parlements nationaux et Conseil des premiers Ministres) qui permettrait de bâtir l'Europe sans détruire les Etats qui la composent.

Les partisans des Traités ont souligné que l'Europe ne pourra exister sans esprit d'entr'aide et volonté de réussir; qu'il s'agit de bâtir plus que l'Europe, l'Eurafrique, et pour cela laisser la Communauté ouverte, non seulement en Europe mais en Afrique, aux peuples de bonne volonté qui voudront s'y joindre.

Après ce départ économique que constituent les deux Traités, disent les socialistes, "nous avons une vue politique générale de l'Europe. Nous envisagerons même peut-être une assemblée politique ou gouvernementale de l'Europe, dont nous ne parlons pas encore aujourd'hui, mais qui se dessine".

Le Gouvernement a répondu à la question posée par maints orateurs : se trouve-t-on en présence d'une union douanière limitée ou de l'amorce d'une communauté politique ?

Les traités de Rome facilitent la réalisation future d'une Communauté politique des peuples européens, mais actuellement il ne s'agit que de la C.E.E. et de l'Euratom. Le Gouvernement garde pour la suite la pleine liberté de ses moyens.

Les Traités, qui ont relancé la "grande Europe", et à l'élaboration desquels a présidé un esprit communautaire, rendent à la France sa véritable vocation : mettre en contact à travers elle, par l'intermédiaire de son génie, dont on a rappelé qu'il est le plus universaliste, l'Europe et l'Afrique.

Mesures à prendre par la France pour entrer dans le marché commun

Les partisans du Traité ont été unanimes à reconnaître que celui-ci ne suffisait pas et qu'il devait être complété par une politique française dynamique de croissance économique. Ceci d'autant plus que la politique menée jusqu'alors par le Gouvernement a été contraire à celle indispensable pour que la France affronte le Marché commun dans de bonnes conditions et que, de toute façon, le pays ne pouvant pas vivre en autarcie, un assainissement de la situation économique et financière s'impose.

Quelle doit être la politique à suivre ?
Qui veillera à son application ?

Diverses mesures de détail ont été proposées :

a) définir les moyens nécessaires à l'égalisation des charges entre la France et les autres participants, pour ce qui est notamment du loyer de l'argent et du prix de la force motrice;

b) établir un service national de statistiques parfait;

c) poser les problèmes, de manière à les rendre compréhensibles aux diverses catégories de producteurs dont le concours est indispensable, avant de définir une politique économique française;

d) mettre les ports français et les modes de transport qui les desservent dans des conditions propres à leur permettre d'offrir au commerce international les mêmes commodités que leurs concurrents;

e) définir une politique française de prix des produits pharmaceutiques et assouplir la législation pharmaceutique française;

f) veiller, pour le libre exercice des professions médicales, paramédicales et pharmaceutiques, à ce que les équivalences de diplômes correspondent bien à des équivalences de niveau d'études, notamment du point de vue scientifique.

Un orateur s'est appliqué à définir la politique économique et financière à suivre par la France :

a) afin de pouvoir franchir la première étape du Marché commun, appliquer pendant au moins un an une politique préparatoire à la libération des échanges;

b) veiller à ce que cette politique préserve les investissements, surtout les investissements productifs;

c) obtenir du Gouvernement l'institution d'une Commission de surveillance du marché du point de vue français. Cette Commission, composée de représentants de l'administration, d'économistes, d'universitaires, d'employeurs, de syndicalistes et d'agriculteurs, serait chargée tous les ans, dans un document annexé au rapport économique qui accompagne la présentation du budget, d'indiquer

les chiffres comparés des investissements en France et dans les autres pays de la C.E.E., les chiffres comparés de l'accroissement de la production et les chiffres comparés de l'augmentation des charges pesant sur cette production. Une information complète de l'opinion publique et parlementaire est indispensable;

d) fixer, systématiquement par rapport au Traité, cette politique française pour 12 ans;

e) donner à la production française une garantie d'être aidée, équivalente à la garantie d'être menacée que lui apporte le Marché commun, et pour cela préciser dans un texte fondamental l'impossibilité d'accroître les charges pesant sur les forces productrices françaises;

f) illustrer cette politique, une fois celle-ci fixée en essayant de préparer le plus rapidement possible sur un certain nombre de secteurs de l'économie française, les opérations destinées à montrer la possibilité ou l'impossibilité pour elle de supporter le Marché commun et à quel prix;

g) adjoindre au projet portant approbation du 3ème plan de modernisation et d'équipement, dont l'Assemblée Nationale doit être saisie à l'automne, une série d'opérations témoins affectant les secteurs appelés à être les premiers à affronter la compétition et à y être les plus sensibles, avec l'étude des moyens de mettre ces secteurs en état de supporter rapidement, et si possible au cours de la première étape, la concurrence sur le Marché Commun.

La question a été posée de savoir quel organisme sera chargé, sur le plan français, d'élaborer les plans de préparation de l'économie française. Et, si plan il y a, à qui le Gouvernement en confiera-t-il l'exécution ?

Certains orateurs ont insisté sur la nécessité d'établir des liaisons permanentes entre les

pouvoirs publics et les organisations syndicales, tant ouvrières que patronales, de France et des cinq autres pays.

D'autres ont souligné l'intérêt que présenterait la création d'une Commission parlementaire permanente, composée des présidents et rapporteurs des Commissions de la production industrielle des quatre Assemblées françaises. Cette Commission aurait pour tâche, en accord avec le Gouvernement d'étudier les problèmes en prenant les contacts nécessaires avec les organismes extérieurs et en nouant avec les parlementaires les relations utiles.

Le Gouvernement, après avoir déclaré qu'il n'avait jamais caché aux co-signataires des Traités la situation économique de la France et affirmé qu'il serait critiquable s'il ne définissait pas rapidement les mesures nécessaires à l'économie française, accepta un article additionnel au projet de loi de ratification que l'Assemblée adopta.

Par cet article, le Gouvernement s'engagea à déposer avant la présentation du budget 1958 un ou plusieurs projets de loi-cadre "définissant un ensemble de mesures permettant à la France d'entrer dans les meilleures conditions dans le Marché commun".

Les adversaires du traité C.E.E. tentaient sans succès de retarder la ratification par le dépôt d'amendements. Ceux-ci furent repoussés par l'Assemblée. L'un demandait à ce que la ratification n'ait lieu qu'après constatation par un vote du rétablissement de l'équilibre de la balance française des paiements; l'autre subordonnait l'échange des instruments de ratification au vote de la loi-cadre mentionnée ci-dessus.

En ce qui concerne l'agriculture, l'accent a été mis sur les erreurs et les faiblesses de la politique agricole française. Un gros effort de

vulgarisation, d'aide technique, de gestion orientée, d'orientation de la production et d'amélioration de la productivité, s'impose d'autant plus qu'il a été jusqu'ici compromis par une politique des prix à contresens. Il faut développer les productions de matières premières nécessaires à l'industrie, et les organisations de marché, diminuer le coût de la distribution, améliorer la transformation des produits agricoles, arriver à un abaissement des prix des matériels agricoles et des engrais azotés.

Il faut aussi faire un gros effort sur l'opinion, c'est-à-dire informer et convaincre une multitude d'exploitants agricoles de la nécessité de certaines mesures.

Le rapport de la Commission de l'Agriculture insistait de son côté sur les efforts suivants à accomplir par la France : politique de prix encourageant la production animale et laitière; adoption d'un plan sucrier; organisation de certains marchés (aviculture, fruits et légumes) et dans d'autres domaines cités plus haut.

Le Gouvernement a accepté la demande du groupe paysan qu'un grand débat sur la définition et la conduite de la politique agricole française ait lieu à l'Assemblée Nationale avant l'ouverture de la Conférence agricole européenne.

Conseil de la République

- Transports -

M. BRUNHES (Rép. ind.), tout en rapportant l'avis favorable de sa commission, a critiqué l'imprécision des articles du Traité en matière des transports (74 à 84). Il a souhaité que les erreurs de la C.E.C.A. dans ce domaine ne se reproduisent pas dans le cadre du Marché commun. Il a recommandé :

- que les pouvoirs du Comité prévu par le Traité soient définis par les Gouvernements et comprennent notamment la consultation obligatoire sur tous les problèmes de tarifs;
 - qu'un gros effort d'investissements soit accompli pour doter la France d'une infrastructure de navigation intérieure semblable à celle de l'Allemagne et du Benelux; sans quoi, "la France peut être victime du Marché commun au lieu d'en être bénéficiaire".
-

L. RESOLUTIONS - MOTIONS

ALLEMAGNE

Bundestag

Proposition de résolution des groupes
démocrate-chrétien et libéral.

"Plaise au "Bundestag" de décider :

En approuvant les traités relatifs à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique, le "Bundestag" allemand suppose que le Gouvernement fédéral agira dans ces Communautés de manière que :

1° à l'occasion de la création du Marché commun, une politique économique et une politique de la conjoncture soient développées, qui servent à l'extension de la production, à un niveau élevé de l'emploi et conséquemment à un relèvement du standard de vie, tout en maintenant la stabilité du niveau des prix;

2° dans le cadre de cette politique économique, les débuts d'une politique monétaire commune soient développés avec le but de stabiliser les monnaies, d'éliminer les disparités monétaires existantes et de surmonter les difficultés qui découlent, pour le libre échange des monnaies, des prescriptions légales existantes en matière de monnaies et de devises;

3° la Communauté économique européenne ne se ferme pas à l'échange des marchandises et de prestations, mais qu'elle étende le commerce avec des pays tiers et facilite à cette fin l'adhésion d'autres membres à la Communauté, poursuive énergiquement l'association d'autres encore sous la forme d'une zone de libre échange ou d'accords relatifs au libre échange et qu'elle développe continuellement le commerce avec le reste du monde;

4° une élimination progressive des limitations dans les relations économiques entre Etats soit atteinte dans le cadre de la politique commerciale commune et que cette tendance soit maintenue particulièrement à l'occasion de la fixation des tarifs extérieurs communs et lors de la création d'une organisation européenne du marché pour les produits agricoles et qu'au moyen du tarif extérieur commun et de l'organisation européenne du marché le relèvement du standard général de vie soit atteint;

5° les contributions du Gouvernement fédéral au Fonds de la Communauté économique européenne pour les territoires d'outre-mer ne servent pas seulement, conformément aux principes de la Charte des Nations-Unies, au développement économique et social de ces territoires, mais que l'évolution vers l'autodétermination politique des peuples de ces territoires soit favorisée, particulièrement en ce qui concerne leurs relations avec la Communauté économique européenne;

6° la nature et le volume du commerce interzonal ne soient pas limités par l'évolution ultérieure de la Communauté économique;

7° toutes les possibilités soient exploitées en vue de l'amélioration de la situation économique de Berlin;

8° la position de l'Assemblée européenne soit continuellement renforcée et surtout développée de telle manière que tous les droits parlementaires auxquels les Parlements nationaux des Etats membres renoncent en ratifiant les Traités passent au Parlement européen et que le renforcement du droit de contrôle de l'Assemblée soit rattaché à un développement ultérieur de la compétence de la Commission;

9° dans le cadre de la Communauté européenne de l'énergie atomique, conformément au préambule et aux articles 1 et 2 du Traité, la production d'énergie nucléaire à des fins pacifiques

reste le seul but de la Communauté, tenant compte de la situation particulière de la République fédérale, qui a renoncé à la fabrication d'armes atomiques.

Le "Bundestag" allemand :

Invite :

le Gouvernement fédéral à examiner en temps utile les effets du Marché commun sur la structure économique de l'Allemagne et à prendre des mesures pour protéger tous les intéressés, en particulier les travailleurs, contre les éventuels effets nuisibles des bouleversements provoqués par le Marché commun, à assurer leur occupation et à maintenir leur situation sociale.

Souligne :

que ces Traités ne nuisent pas à la liberté de décision d'une Allemagne réunifiée.

Désire :

que les nouvelles Communautés européennes mènent à une large unification de l'Europe."

Proposition de résolution du groupe socialiste.

"Plaise au "Bundestag" de décider :

A l'occasion de l'approbation des traités relatifs à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique, le "Bundestag" allemand suppose que les représentants de l'Allemagne dans les organes des deux Communautés agiront de manière que :

1° dans le cadre de la Communauté européenne de l'énergie atomique, conformément au préambule et aux articles 1 et 2 du Traité, la production d'énergie nucléaire à des fins pacifiques reste le seul but de la Communauté et que la cession, non exclue dans le Traité, de matières fis-

siles à des fins militaires n'ait pas lieu; qu'en aucun cas du matériel d'origine ou de fabrication allemande ne serve à des fins militaires;

2° les contributions du Gouvernement fédéral au Fonds de la Communauté économique européenne pour les territoires d'outre-mer ne servent pas seulement, conformément aux principes de la Charte des Nations-Unies au développement économique et social de ces territoires, mais que l'évolution vers l'autonomie soit favorisée et qu'au moment de l'obtention de l'indépendance, l'association ne soit poursuivie que si les peuples en question en expriment eux-mêmes le désir;

3° en même temps que l'élimination des entraves au commerce qui s'effectue en vertu des Traités, la Communauté économique ait la possibilité de mener une politique économique de stabilisation des monnaies, de l'extension de la production, du plein emploi et du relèvement constant du standard de vie et qu'à cette fin, les débuts d'une politique commune économique, monétaire et de la conjoncture donnés dans le Traité soient développés;

4° l'extension du commerce avec des tiers et non pas la fermeture à l'extérieur soit recherchée et qu'à cette fin l'adhésion d'autres membres à la Communauté soit facilitée, l'association d'autres encore sous la forme d'une zone de libre échange soit poussée et que le commerce avec le reste du monde soit développé; qu'à l'occasion de la fixation des droits douaniers extérieurs et de la création d'une organisation européenne du marché pour les produits agricoles, le relèvement du standard de vie soit recherché;

5° la position de l'Assemblée européenne soit développée de telle manière que tous les droits parlementaires auxquels les Parlements nationaux des Etats membres renoncent en ratifiant les Traités passent au Parlement européen; que le renforcement du droit de contrôle de l'Assemblée soit

rattaché au développement de la commission en tant que pouvoir exécutif avec des compétences appropriées;

6° la nature et le volume du commerce interzonal ne soit pas limités par l'évolution ultérieure de la Communauté économique.

Le "Bundestag" allemand :

Suppose :

que le Gouvernement fédéral prendra en temps opportun toutes les mesures en vue de protéger les travailleurs contre les effets désavantageux provoqués par le Marché commun, pour assurer leur emploi et maintenir leur situation sociale.

Souligne :

que ces Traités, comme les autres qui ont été ou qui seront conclus par le Gouvernement fédéral, ne lient pas le futur Gouvernement d'une Allemagne réunifiée."

FRANCE

Conseil de la République

- Motions -

Après le vote, le Conseil de la République a adopté deux motions. Dans la première, concernant les territoires d'outre-mer et présentée par M. DURAND-REVILLE, le Conseil souhaite que le Gouvernement : 1° consulte les conseils de gouvernement des Territoires d'outre-mer sur les modalités de leur association à la Communauté; 2° constitue une Commission permanente chargée de définir une politique économique de la zone franc; 3° réserve une place équitable aux représentants de la France d'outre-mer dans les organes de la Communauté; 4° obtienne le plus tôt possible, et au

plus tard à l'expiration d'une période de cinq ans, un accroissement sensible des investissements dans les territoires d'outre-mer, une protection plus efficace de la production de ces territoires et l'assurance de la protection du plein emploi.

Aux termes de la seconde motion, présentée par MM. PLAISANT, ROBINAT, MASTEAU et ARMENGAUD, "le Conseil de la République se refusera toujours à toute altération ou à toute diminution, sous quelque forme que ce soit, des prérogatives qui constituent la puissance souveraine de la France".

II

EURATOM

A. ALLEMAGNE

Bundestag

Le traité de la Communauté européenne de l'énergie atomique a été approuvé avec quelques observations de principe par les démocrates-chrétiens, les socialistes et les libéraux tandis que les démocrates-libres ne l'ont pas mentionné et que le Gesamtdeutscher Block/BHE l'a rejeté, "bien qu'il fût certainement progressiste, adapté à la situation et conforme aux intérêts allemands", étant donné qu'il n'existait qu'une loi de ratification des deux Traités.

Selon le professeur FURLER (démocrate-chrétien) il serait désirable de limiter la production de l'énergie atomique à des fins exclusivement pacifiques dans tous les Etats membres. Le Gouvernement fédéral n'est pas responsable du fait que cela n'a pas pu être obtenu. Mais pour le Gouvernement fédéral, la situation créée par les traités de Paris, dans lesquels il a renoncé à la fabrication d'armes atomiques, reste toujours claire.

Au nom du parti socialiste, le député MELLIES salue l'intention de compenser le retard dans le développement de l'exploitation de l'énergie nucléaire au moyen d'efforts, de recherches et d'investissements communs. En outre, le fait que la Communauté jouisse de la propriété exclusive des matières fissiles facilite son contrôle. Par ailleurs, le parti socialiste exige que le développement de l'énergie nucléaire serve uniquement à des fins pacifiques.

Le porte-parole des libéraux considère le traité de l'Euratom comme une conséquence nécessaire des traités relatifs à la Communauté économique. Il existe toutefois un danger que par suite de la position inégale - application pacifique dans la République fédérale et, le cas échéant, développement militaire en France et dans d'autres

Etats - certaines discriminations se fassent jour en ce qui concerne la recherche. M. ELBRÄCHTER exprime toutefois l'espoir que les Etats qui sont nos partenaires voudront et pourront renoncer dans le cadre de l'évolution de la politique générale à s'occuper des travaux de développement militaire.

Le Ministre des Affaires étrangères von BRENTANO souligne que, comme tous les Etats partenaires, la République fédérale désire la poursuite des travaux dans le domaine de l'énergie nucléaire dans le cadre de l'O.E.C.E. et souhaite pour cette raison une coopération bien répartie entre l'Euratom et l'O.E.C.E.

B. FRANCE

Assemblée Nationale

Le rapport de la Commission des Affaires étrangères a montré que le traité Euratom répond aux exigences formulées par le Parlement français; notamment que la défense nationale française ne s'en trouve pas compromise; qu'il existe un régime du secret et que la France reste libre de ses programmes; que la souveraineté nationale ne se trouve pas amoindrie dans les relations internationales; que, dans la mise en commun des ressources atomiques au sein de l'Euratom, la France disposera d'assez de matières fissiles pour lui permettre de réaliser ses programmes propres de recherches, d'études et de réalisations industrielles; que le Traité s'applique aux territoires non européens des participants et que la Communauté est ouverte aux Etats non participants.

Le rapport a également souligné que l'Euratom représente le seul moyen pour la France de remédier à son manque d'énergie. La fourniture d'uranium 235 à l'Euratom par les U.S.A. n'entraînera pas de situation de dépendance puisque, en échange de la fourniture de cet uranium destiné à l'étude de réacteurs de puissance capables de fournir de l'énergie à un prix progressivement amélioré,

les Américains auront connaissance des résultats des travaux.

La Commission de l'Education nationale a exprimé la crainte de voir les chercheurs français dans le domaine nucléaire entrer dans l'Euratom, qui disposera de gros moyens financiers.

Pour la Commission des Affaires économiques, l'Euratom permettra aux six pays d'accroître leurs possibilités sans sacrifier leurs programmes nationaux. Le système garantit à la fois le contrôle à la production et les meilleures conditions de distribution des matières.

Le marché commun nucléaire se présente sous la forme d'une série d'exceptions au Marché commun général, justifiées par la nécessité d'aller vite.

Le rapport de la Commission des Finances a vu dans l'Euratom le moyen de permettre non seulement à la France mais aussi aux cinq autres participants, d'obtenir plus rapidement leur indépendance énergétique.

En matière d'études et de recherches, la France peut attendre de l'Euratom un complément substantiel à son propre programme national et une accélération de ce programme. Des avantages sont aussi à attendre de la participation de la Communauté aux prototypes de réacteurs de puissance et à la construction d'une usine européenne de séparation isotopique.

Si la Communauté décidait de ne pas construire d'usine européenne de séparation des isotopes, la France devra en construire une. De toute façon, elle construira une usine complémentaire si les besoins de sa défense nationale l'exigent.

L'Euratom permettra à la France d'avoir accès à d'autres réacteurs prototypes qu'elle n'aurait pu songer à entreprendre seule dans les prochaines années.

Pour ce qui est des achats aux U.S.A. d'uranium enrichi et de réacteurs de puissance, ceux-ci ne doivent être que transitoires, si l'on ne veut pas qu'il soit porté atteinte à l'indépendance énergétique.

Le système Euratom est plus efficace que le système envisagé par l'O.E.C.E. car ce dernier ne prévoit ni budget de recherches, ni coordination obligatoire en matière d'approvisionnement.

Le rapport de la Commission de la Défense nationale est le seul rapport hostile à la ratification des Traités. Selon lui :

- la France ne risque pas de manquer d'énergie;

- la construction sur le sol français d'une usine de séparation isotopique est indispensable de façon à fournir les matières premières des réacteurs et, si besoin, l'explosif des bombes. Or, l'Euratom isolerait complètement un secteur militaire d'un complexe industriel et empêcherait ainsi la fabrication par la France d'armes atomiques;

- la France, dont l'apport est le plus important des Six, serait privée par le Traité de toute politique extérieure atomique. Elle n'aurait que la liberté juridique de réaliser un programme militaire. Le droit de priorité pour l'utilisation des minerais de son territoire ne durerait que 10 ans;

- le Traité ne contient pas de clause de révision. De plus, il est incompatible avec la Constitution française.

Pour la Commission de la Marine marchande et de Pêche, la marine marchande française aura besoin d'uranium enrichi pour les navires à propulsion atomique.

La France doit donc produire du plutonium ou de l'uranium enrichi et pour cela construire ou collaborer à la construction d'une usine de séparation des isotopes.

Le rapport de la Commission des territoires d'outre-mer a souligné que certains territoires d'outre-mer sont détenteurs de matières premières atomiques qu'ils entendent bien transformer un jour eux-mêmes.

Les besoins de ces territoires en énergie sont considérables mais il faut se garder de croire que l'énergie nucléaire arrangera tout et il importe d'y développer les sources classiques.

Actuellement, outre-mer, la mise en valeur de l'énergie atomique porte essentiellement sur la recherche et les exploitations minières. Il y aurait intérêt pour l'industrie de ces territoires que la Commission européenne puisse, dans les limites prévues au budget de la Communauté, intervenir financièrement dans les campagnes de prospection dans les Etats membres et que les Etats membres soient tenus d'adresser annuellement un rapport sur le développement de la prospection et de la production, les réserves probables, les investissements effectués ou envisagés. Cela, sous peine d'être considérés, en cas d'efforts insuffisants, comme renonçant pour eux-mêmes et pour leurs ressortissants aux autres ressources extérieures de la Communauté.

La principale conséquence de l'Euratom sera, selon la Commission de la Production industrielle et de l'Energie, de lier étroitement la France et l'Allemagne, et par là d'arriver à l'unité européenne.

Il est nécessaire de construire sans délai - la technique européenne le permet - une usine de séparation isotopique. Sans cela, l'Euratom devrait s'alimenter aux U.S.A. ou en U.R.S.S. et ce serait alors l'échec de la politique européenne souhaitée.

La France doit n'avoir qu'une idée : devenir la quatrième puissance atomique du monde. L'Euratom doit l'y aider.

La Commission de la famille, de la population et de la santé publique a demandé qu'en matière de protection sanitaire des travailleurs et des populations, le Gouvernement français soit très exigeant pour les normes qui seront fixées sous le contrôle de la Communauté et qu'il exige des modifications chaque fois que l'évolution des connaissances pourra le rendre nécessaire.

Le Gouvernement devra également veiller à ce que des dispositifs pour le contrôle permanent du taux de la radioactivité soient, comme l'a déjà fait la France, mis en place au plus tôt dans les autres pays de la Communauté.

Il a aussi été demandé de prévoir une composition paritaire du Comité consultatif spécial de l'agence d'approvisionnement.

Selon les communistes, l'Euratom fera perdre à la France la possibilité de la nationalisation de l'extraction, du traitement de l'uranium et des industries nucléaires.

Si on ignore où s'implanteront les usines communes, on sait cependant qu'il sera plus économique de les installer dans la Ruhr, car l'électricité y est moins chère qu'ailleurs.

Par l'Euratom, la France donnera à l'Amérique le moyen de fabriquer des armes atomiques et la petite Europe sous direction allemande constituera un dispositif stratégique américain.

D'autres adversaires du Traité souhaitent une coopération du type projet O.E.C.E. avec participation britannique. Les avantages d'une coopération européenne ne peuvent être, dans l'ordre technique, appréciables que dans la phase des recherches non rentables. Or, pareille coopération ne nécessite pas la lourde superstructure de l'Euratom.

Pour d'autres encore, l'Euratom nuit au programme français et à l'économie de la métropole

et de l'Union française : il signifie que la France devra importer, contre devises fortes, des matières premières nucléaires.

Des partisans de l'Euratom se sont montrés sceptiques quant au respect absolu du secret dans les cas où le Traité le prévoit. L'expérience a prouvé l'absence de suite logique donnée jusqu'ici aux procès qui ont eu lieu dans divers pays en matière de violation de secret intéressant la défense nationale.

Ils ont aussi demandé au Gouvernement de veiller à ce que demeure constant pour la France le droit de construire une usine de séparation et une usine complémentaire françaises.

De même, ils ont demandé que les approvisionnements soient prévus plus encore sur le plan national que sur le plan international, car les livraisons de l'étranger, c'est-à-dire des U.S.A., pourraient être arrêtées.

Répondant aux objections et questions posées, le Gouvernement a montré que, pour l'uranium, le vrai problème est non pas la rareté physique mais la difficulté, la cherté des investissements pour la prospection et l'extraction. Le mérite du système du Traité est d'aller non vers l'exploitation des ressources rares mais vers le développement des ressources abondantes.

Dans le système d'approvisionnement, il n'y a pas que l'égal accès aux ressources intérieures à considérer. Il y a aussi le monopole de l'Agence pour la conclusion des contrats avec les fournisseurs tiers et le droit pour tout utilisateur de se porter bénéficiaire de tout contrat de cet ordre, ce qui évite la course aux accords bilatéraux avec les pays tiers.

De même, c'est seulement en matière d'approvisionnement que l'Euratom a un monopole de négociations avec les pays tiers. Dans tous les autres domaines, les Etats membres conservent leur souveraineté.

Pour ce qui est de la richesse en minerais des territoires français par rapport à ceux des autres partenaires, le problème sera peut-être dans dix ans d'exporter du minerai et non de s'en procurer. Et ce qui compte, ce n'est pas tant le minerai mais la matière fissile, fruit d'un long processus industriel. Sur elle, priorité absolue est reconnue à l'entreprise qui la produit ou aux entreprises liées à elle par un programme, lequel, s'il doit être communiqué à la Commission, n'a pas à être approuvé par elle.

Ce que le Traité garantit aux six partenaires, c'est l'égalité de traitement, les mines restent libres d'exporter aux conditions qu'elles fixent elles-mêmes. Elles offrent aux utilisateurs les contrats qu'elles jugent convenables.

Enfin, le Gouvernement précisa que le rapport des Sages ("Un objectif pour Euratom"), objet de vives critiques de la part de certains parlementaires, n'avait rien à voir avec le Traité.

Conseil de la République

L'argument favori des adversaires du Traité a été de souligner l'avance de la France dans le domaine nucléaire (ressources et recherches); elle n'aurait par conséquent rien à gagner d'une association avec des pays en retard, où elle perdrait même son indépendance ne pouvant plus disposer de ses minerais (M. DEBRE). M. PLAISANT a défini l'Euratom "un contrat léonin à l'envers, un contrat où le lion cède et donne tout, corps et âme". Il a déploré en outre le monopole de la Communauté en matière de licences, véritable spoliation des droits des inventeurs.

A ces critiques on a opposé :

- que l'avantage de la France pourrait se révéler précaire et que de toute façon, comme "quatrième grand" atomique, elle est nettement distancée des trois autres (M. COUDE du FORESTO, MRP);

- qu'il est contradictoire de repousser l'association avec d'autres pays, tantôt parce qu'on est plus faible, tantôt parce qu'on est plus fort (MM. LAFFARGUE, POHER, PINEAU);

- qu'un effort de coopération en vue de résoudre le problème de l'énergie est une nécessité absolue. D'autre part, la France reste propriétaire de ses mines et de ses minerais. Elle ne perd donc pas son indépendance. En tout cas, la communauté d'approvisionnement et l'égalité des pays membres vis-à-vis de l'extérieur servent à conjurer le péril d'une course aux contrats bilatéraux. En ce qui concerne les droits des inventeurs, ceux-ci restent protégés par les garanties et les procédures d'indemnisation nationales (M. FAURE).

Enfin plusieurs orateurs ont vivement critiqué la préférence donnée (conformément aux conclusions du rapport des "trois sages") à l'importation d'uranium enrichi des Etats-Unis et ont réclamé la construction d'une usine de séparation isotopique. M. BOURGES-MAUNOURY a assuré que cette usine serait réalisée, soit à l'échelle européenne, soit sur le plan français.

Après le vote, le Conseil de la République a adopté deux motions. Dans la première, concernant les T.O.M. et présentée par M. DURAND-REVILLE, le Conseil souhaite que le Gouvernement : 1° consulte les conseils de gouvernement des T.O.M. sur les modalités de leur association à la Communauté; 2° constitue une Commission permanente chargée de définir une politique économique de la zone franc; 3° réserve une place équitable aux représentants de la France d'outre-mer dans les organes de la Communauté; 4° obtienne le plus tôt possible, et au plus tard à l'expiration d'une période de 5 ans, un accroissement sensible des investissements dans les T.O.M., une protection plus efficace de la production de ces territoires et l'assurance de la protection du plein emploi.

Aux termes de la seconde motion, présentée par MM. PLAISANT, ROBINAT, MASTEAU et ARMENGAUD, "le Conseil de la République se refusera toujours à toute altération ou à toute diminution, sous quelque forme que ce soit, des prérogatives qui constituent la puissance souveraine de la France".
